

PARIS, LE

JUIN 1968



RECHERCHE
SUR
LES INDICATEURS SOCIAUX

x x
x

- I - Présentation de la Méthodologie
- II - Présentation du thème et la place de la femme
dans la Société : participation à la vie
économique et sociale
- III - Présentation des indicateurs sociaux concernant
la place de la femme dans la Société



I - METHODE

- Présentation de la recherche -

De plus en plus apparaît la nécessité d'avoir sur l'état et les perspectives globales d'évolution de la Société une vision approfondie intégrant l'ensemble des éléments de l'activité économique et sociale.

Sur le plan économique la planification et la comptabilité nationale se sont donné un certain nombre d'instruments (séries statistiques disponibles) que l'on appelle des indicateurs; mais dont la signification se trouve limitée par l'impossibilité actuelle d'appréhender l'évolution et les réactions des phénomènes sociaux autrement que par des appréciations partielles et qualitatives. C'est en vue de combler ces insuffisances que des préoccupations se sont fait jour quant à la recherche et à l'élaboration d'indicateurs sociaux.

En France cette prise de conscience relativement récente n'a jusqu'à présent donné lieu qu'à des travaux très généraux et de caractère plus littéraire que scientifique. Il importe donc de faire un premier pas dans le sens d'une recherche plus rigoureuse en essayant en premier lieu de nous donner une méthode d'analyse valable.

Aux Etats-Unis la recherche sociale s'est développée assez considérablement depuis une dizaine d'années mais si, comme nous le verrons, les résultats ne nous semblent pas parfaitement transposables en France, les travaux de D. GROS, de W. GOERAM et de BIDERMAN (présentés dans le rapport du séminaire de l'E.N.A. (1) et dans une note sur les "Social indicators") peuvent néanmoins nous servir de point de départ.

Fundação Cuidar o Futuro

A - Les travaux américains

- 1 Exposé du problème
- a/ Les buts

l'élaboration d'indicateurs révélateurs de l'état du développement social se propose

- ! à long terme de mettre au point "un cadre de comptes sociaux, descriptif et prévisionnel" en vue d'étudier les effets des politiques appliquées dans le domaine social (réduction des inégalités sociales, aide aux plus défavorisés, action sur un certain nombre d'éléments non marchands de la vie sociale)

(1) Cf "Contribution à la recherche sur les indicateurs sociaux" E.N.A. C.G.P.

Les responsables de ces travaux tout en notant l'irréalisme actuel de ces ambitions.

↳ souhaitent par là la création d'un "cadre élargi de co- lité économique nationale dans lequel une unique mesure serait trouvée pour tous les éléments marchands et non marchands de la vie sociale".

↳ à court terme d'améliorer les instruments statistiques d'appré- ciation de la réalité sociale, c'est-à-dire de quantifier les aspects sociaux de l'activité nationale.

Il s'agit donc ici en premier lieu de rassembler des informations statistiques concernant les phénomènes à caractère social (compte tenu des problèmes relatifs à la qualité de la statistique) et en second lieu de synthétiser les informations dans des ensembles qui soient significatifs de l'état de la Société dans des domaines jusque là appréciés qualitativement.

b/ Les difficultés.

Il faut noter dès à présent les problèmes soulevés par une telle entreprise puisque c'est essentiellement leur existence qui hypothèque l'élaboration d'indicateurs va- lables. En d'autres termes, c'est en levant leurs ambi- guïtés et en précisant leurs limites que les données chiffrées pourront être qualifiées d'indicateurs. BIDERMAN s'est attaché à mettre en évidence les obstacles relatifs à leur définition et à leur usage.

↳ Obstacles techniques.

- l'inadéquation qui consiste en un écart plus ou moins grand entre la réalité d'un phénomène et sa traduction conceptuelle;
- l'imprécision à propos de laquelle BIDERMAN note l'utilité que présenterait le calcul des marges d'erreurs relatives à chaque série statistique.
- conflits d'indicateurs : l'indicateur doit être univoque, c'est-à-dire ne pas contenir de contradictions internes;
- manque de données: en ce qui concerne des phénomènes trop qualitatifs ou parce que la quantification est trop récente pour permettre des comparaisons dans le temps et dans l'es- pace;
- incompatibilité : Les modèles statistiques peuvent selon les individus traduire un même phénomène par des concepts abs- traits différents.
- consensus sur les valeurs : introduction d'une pondération



Fundação Cuidar o Futuro

politique entre les indicateurs.



Difficultés d'utilisation et d'interprétation.

La réunion d'une batterie de chiffres même, exempte des obstacles précédents n'en reste pas moins soumise à des interprétations subjectives ou erronées. Si bien que l'usage des indicateurs doit être assorti d'une grande prudence et doit éviter de déformer la signification des éléments présumés très significatifs.

2 Le domaine de l'analyse américaine.

La caractéristique principale de ces travaux tient à la démarche intellectuelle adoptée par les chercheurs qui, partant d'indices statistiques, tentent d'intégrer les indicateurs sociaux dans un système de comptabilité sociale au service de la politique américaine.

a/ L'approche statistique.

Comme le note le document E.N.A.-O.G.P., la masse des informations statistiques disponibles est considérable; non seulement en matière économique mais également et de plus en plus en matière sociale.

Le problème est donc de sélectionner et de structurer ces mesures quantitatives afin de leur faire rendre compte de la réalité d'une façon significative.

C'est ce à quoi s'attachent BIDERMAN et d'autre part B.M. RUSSETT à l'université de Yale.

- BIDERMAN, pour sa part, tente de mettre en évidence la sélection spontanée qui s'opère en ce qui concerne la pénétration des indicateurs sociaux dans les programmes politiques.

En retraçant statistiquement l'apparition des mesures à caractère social dans un certain nombre de documents politiques il aboutit à une synthèse des préoccupations de la société américaine sur, elle-même, synthèse qui pourrait constituer un indicateur de contestation en même temps qu'un indicateur du désir de progrès social.

- les statisticiens de l'université de Yale, quant à eux, désirant situer le niveau de développement de l'ensemble des nations sur une échelle unique, ont été amenés à comparer un grand nombre de séries statistiques.

Pour cela ils ont dû caractériser et sélectionner soigneusement les différents thèmes et les données chiffrées afin de ne retenir qu'un nombre relativement restreint d'indicateurs significatifs.



2/ Essai de passage de la comptabilité économique à la comptabilité sociale.

Dans son essai d'élaboration d'un système abstrait de comptabilité sociale, B. GROSS a pour préoccupation principale celle de l'exhaustivité qui est pour lui la condition d'une vision claire et objective de l'état de la nation. D'autre part l'intérêt de la recherche réside en ce qu'il tente non pas de construire un modèle social parallèle au modèle économique mais d'intégrer tous les éléments d'appréciation (en termes monétaires; en termes de quantités physiques et en termes de jugements de valeur) dans un modèle d'ensemble qui permettrait de dégager des perspectives globales de la société et du changement social.

Le système de comptabilité sociale édifié par GROSS se présente sous la même forme que la comptabilité privée qui fait apparaître le bilan état de l'entreprise et le compte des résultats.

L'état et les résultats de la nation se traduiront par la différenciation de deux éléments (néanmoins étroitement reliés) : la structure et la performance du système; ces deux éléments fournissant "un cadre conceptuel pour l'ordonnance de toute information à la fois quantitative et qualitative sur les projets nationaux et sur la mesure où ils sont réalisés ou non".

A la suite de quoi B. GROSS définit 7 rubriques pour chacun des deux volets; dont les unes ont trait aux performances ou aux structures économiques et dont les autres sont spécifiquement sociales.

3 L'état actuel des recherches

C'est à W. CONRAM qu'a été confié en 1966 la tâche de coordonner l'ensemble des recherches relatives à la mise au point d'indicateurs sociaux. Sous sa responsabilité un certain nombre de groupes de travail étudie les 7 composantes fondamentales de la vie sociale retenues comme thèmes :

- l'égalité/^{des} chances (étude et mesure de la pleine réalisation des virtualités d'un individu en fonction de ses origines sociales).
- l'environnement (environnement naturel; environnement communautaire; environnement des déplacements, micro-environnement)
- les conditions de vie (appréciées selon le degré de satisfaction des besoins primaires mais aussi par les chances offertes à un individu de rehausser sa dignité personnelle et de favoriser son développement intellectuel et social).



- .. La santé et la vie : essai de mise au point d'un indice unique significatif du niveau de santé de la population : nombre de jours de vie exempts de maladie.
- .. L'ordre et la sécurité : indice global de criminalité.
- .. participation : analyse du rapport des pauvres et de la politique (faiblesse actuelle et prévisible du rôle des pauvres dans l'action politique sur la structure de la société).
- .. éducation : question débattue en vue de savoir si ce ne serait pas un moyen parmi d'autres pour atteindre les objectifs sociaux précédents.

En résumé des travaux effectués sur chacune de ces composantes on peut noter la méthode mise en oeuvre : dans un premier temps les experts tentent d'explicitier le thème selon des concepts significatifs en faisant apparaître des variables explicatives, des variables expliquées et éventuellement des variables intermédiaires.

Par la suite, la démarche consiste à quantifier les concepts ainsi définis, soit en chiffrant globalement les phénomènes, soit en mesurant les liaisons et les corrélations entre leurs éléments.

Par exemple, en ce qui concerne le thème : "Environnement" le groupe de travail propose :

En premier lieu, de rassembler et de sélectionner des indicateurs partiels et des objectifs souhaitables afin de mesurer l'écart entre la situation observée et les normes établies

et en second lieu, de mettre au point un cadre de comptabilité sociale qui constituerait un modèle de décision politique prenant en compte le coût de maintien des conditions actuelles de l'environnement (compte tenu des carences et de la dégradation) et les coûts et avantages d'une modification des normes d'environnement.

B. - Critique et proposition de méthode.

1 - Les principales caractéristiques de la méthodologie américaine.

- a/ D'une façon générale les analyses relatives aux "Social indicators" sont marquées par le système américain de pensée qui diffère sensiblement du nôtre.

Les observations de BILDERMAN et de GROSS ou de GOHRAN partent, en effet, de l'idée que les indicateurs sociaux se mêlent naturellement avec les objectifs nationaux définis par le pouvoir politique d'autant plus que ces objectifs ne se voient pas opposés



- d'alternatives, comme c'est le cas en Europe et en France, où il existe au contraire une pluralité d'idéologies qui contrediraient un tel modèle social unique et incontesté.
- b/ Cela conduit les responsables américains à se placer dans le cadre de politiques données, d'ensembles de mesures applicables en vue d'objectifs (spécifiquement américains) définis au départ. Et, comme il fait remarquer le séminaire des élèves de l'E.N.A. "cet effort de représentation intégrée au développement du système social s'éloigne ainsi de la recherche qui pourrait être entreprise en Europe. Cette dernière semble devoir être limitée à la définition d'un certain nombre de mesures statistiques les plus objectives et significatives possibles, indicateurs sociaux reflétant dans ses grandes lignes l'état social de la nation, mesures livrées ensuite à la libre appréciation des forces politiques".
- c/ B. GROS semble, dans une certaine mesure, échapper à cette critique, puisqu'on a pu lui reprocher l'absence d'objectifs de son modèle et sa volonté de rester dans "le cadre d'une pondération la plus neutre et objective que possible". Ce faisant il n'insiste pas sur la nécessité d'une sélection des informations pour que les indicateurs sociaux soient véritablement opératoires. Par ailleurs, son modèle de comptabilité sociale, malgré son caractère exhaustif, ne précise pas quels pourraient être ces renseignements concrets susceptibles de traduire pratiquement les thèmes retenus.

2 - La méthode envisagée.

La réalité française en matière sociale se caractérise par une absence presque complète d'objectifs clairement définis et d'options nettes concernant les changements sociaux. Nous sommes ainsi conduits à adopter une démarche inverse en instituant une priorité dans les buts poursuivis et à proposer une méthode qui différencie deux phases dans la recherche :

a/ L'observation statistique et les indicateurs décisionnels.

Si l'on définit les indicateurs sociaux comme des instruments de connaissance et d'action élaborés au service d'objectifs précis; ce qui nous concerne le premier de ces objectifs consiste en la définition de mesures de politique économique et sociale en vue de changements souhaitables.

Il s'agit donc, dans ce premier temps, de rassembler l'ensemble des informations chiffrées disponibles et de promouvoir l'élaboration de séries statistiques utiles afin de cerner avec le maximum de précision d'objectivité et de signification, l'état de la société et les perspectives envisageables (en matière économique et sociale ainsi qu'en termes quantitatifs et qualitatifs), grâce à quoi un éventail de possibilités et une gamme d'objectifs pourraient être proposés pour faire l'objet d'un choix politique cohérent et rationnel.



b/ L'application des mesures de politique économique et sociale et les indicateurs opérationnels.

Une fois la décision politique intervenue et les objectifs définis, l'application pratique exige à son tour des instruments d'observation et de mesure qui lui soient propres. La bonne connaissance des cheminements, des déviations éventuelles et du degré de réalisation des objectifs suppose, en effet, la possibilité de disposer de moyens d'appréciation adéquats. En ce sens cette seconde phase rejoint, par certains côtés, l'analyse proposée par les responsables américains.

notre attention c'est/

Il va de soi que ce qui mérite surtout la sélection et la synthèse des sources et des éléments d'information capables de nous donner une vision précise et objective de l'état de la société, surtout lorsque les thèmes envisagés n'ont fait jusque-là l'objet que d'une appréciation qualitative. Ce qui est le cas, en particulier, du thème de la participation de la femme à la vie économique et sociale, dont nous allons aborder, en tant qu'exemple d'indicateur social, l'étude statistique.



PARTICIPATION DE LA FEMME A LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Remarques liminaires.

Avant d'aborder la définition et la sélection des indicateurs sociaux susceptibles de caractériser la place de la femme dans la société, il nous faut faire un certain nombre de remarques :

- 1 - Tout d'abord il est nécessaire de nous situer par rapport à la méthode proposée. Nous avons vu qu'en l'absence de décisions politiques clairement définies la première des préoccupations doit consister à dresser un tableau précis et objectif du phénomène étudié.

Nous nous attacherons donc à définir les concepts les plus significatifs et à inventorier et améliorer les instruments statistiques qui en rendent compte afin de proposer un ensemble de choix.

- 2 - Effectivement; en ce qui concerne la participation féminine à l'activité économique et sociale on constate l'absence d'options nettes sur le degré d'intégration souhaitable des femmes et l'ambiguïté de certains moyens pour y remédier.

Par exemple deux objectifs peuvent être retenus :

un objectif minimum : amélioration de la participation dans le cadre d'un développement spontané de l'activité professionnelle des femmes

et un objectif ambitieux plaçant cette amélioration dans le cadre d'un développement volontaire de cette activité professionnelle.

Mais dans l'état actuel des choses --(caractérisé par l'attachement à la conception traditionnelle des fonctions sociales de la femme) c'est la perspective de développement spontané qui semble prévaloir.

Nous pensons cependant qu'il n'est pas souhaitable de nous situer uniquement dans cette hypothèse restrictive. En conséquence; nous nous attacherons à dégager des éléments d'appréciation concernant un ensemble étendu d'objectifs possibles et de moyens envisageables (cette distinction n'est pas cependant catégorique dans la mesure où certains objectifs peuvent être à leur tour des moyens vers d'autres buts) qui se traduiraient respectivement par des indicateurs de résultats et des indicateurs/moyens.



3 - L'accent mis récemment sur les phénomènes de court terme en matière sociale nous conduit à introduire une autre distinction entre indicateurs de type structurel et indicateurs de type conjonctuel.

4 - Le document élaboré à la suite des travaux du séminaire des élèves de l'E.H.A. nous a fourni un cadre de présentation; nous considérons cependant que cette approche peut être complétée par un certain nombre d'éléments nouveaux!

PARTICIPATION DE LA FEMME A L'ACTIVITE ECONOMIQUE

I Les indicateurs de structure.

A/ Les indicateurs de résultats.

Ces indicateurs qui peuvent être des indicateurs d'objectifs implicites se proposent de mesurer le degré et les conditions de la participation.

1/ Indicateurs mesurant le degré de la participation.

Il s'agit ici d'évaluer "le volume et la structure qualitative de l'activité professionnelle féminine ainsi que la durée de la participation économique".

a/ Mesures globales de la force de travail et sa répartition.

On retiendra 2 indicateurs globaux et 2 indicateurs de répartition.

1 - Le taux d'activité féminine : il mesure le rapport entre la population active féminine et la population féminine dont l'âge est supérieur à 16 ans.

La population active féminine est difficile à chiffrer avec précision : la façon de répondre aux questionnaires varie d'une enquête à l'autre ; d'autre part le travail saisonnier et le travail noir (plus importants pour les femmes que pour les hommes) échappent assez largement à l'investigation statistique. Il serait donc utile d'effectuer des enquêtes dans ces domaines afin de corriger les chiffres disponibles, néanmoins on peut déjà affiner la valeur statistique de l'indicateur en ne retenant que le taux d'activité de la population féminine non agricole.

2 - Le taux de féminisation des actifs

Il fait apparaître le pourcentage de femmes actives par rapport à la population active totale.

Il est souhaitable de mettre en évidence le rapport :



population active féminine non agricole
population active non agricole

Il faut remarquer également que si l'on veut disposer d'un bon indicateur de l'état des structures il convient de présenter des séries corrigées des variations conjoncturelles (en calculant une moyenne sur une assez longue période). Mais cela n'exclut pas pour autant la prudence quant à l'interprétation des évolutions structurelles. Ainsi la diminution du taux d'activité des femmes depuis le début du siècle qui pourrait faire croire à une modification des attitudes à l'égard du travail féminin; doit être expliquée en réalité par la réduction de la population agricole et du travail à domicile.

- Taux de féminisation par catégories d'activité économique :

Nous entrons par là dans une vision plus détaillée de la répartition de la population active féminine.

Mais il serait intéressant d'opérer cette déglobalisation d'une façon progressive :

- taux de féminisation par secteur

$\frac{P.A.F.}{P.A.}$ pour les secteurs primaires, secondaires et tertiaire

- par grande branche (industrie - commerce - administration) :

- par catégories d'activité économique

- selon le statut et la catégorie socioprofessionnelle :

- Taux de féminisation et de non féminisation de certains métiers :

On peut à ce niveau déterminer quelles sont :

les professions traditionnellement à vocation féminine

- habillement; travail des étoffes
- secrétariat; emplois de bureau

les professions peu féminisées

- mécanique
- métallurgie

et celles qui connaissent un accroissement rapide de leur taux de féminisation (souvent lié à une baisse de prestige de la profession)

- professions médicales sociales
- enseignement



Des incidences diverses (conditions de travail, niveau de recrutement, attitudes sociales) peuvent conditionner ces phénomènes. Il serait donc souhaitable que les indicateurs qui en rendent compte soient recoupés par des analyses plus fines:

i/ Mesures de la structure de la qualification professionnelle de la population active féminine.

L'indicateur choisi retrace la répartition de la Population active féminine selon les niveaux de qualification.

Il faut noter tout d'abord les risques d'imprécision d'un tel indicateur : les résultats détenus le sont à la suite de déclarations individuelles qui risquent d'être surestimées. Il est cependant possible d'y apporter des corrections en utilisant les enquêtes du Ministère des Affaires Sociales dans lesquelles ce sont les employeurs qui font connaître la répartition par qualification de leur personnel.

Ceci dit, la répartition de la population active féminine selon la qualification peut être appréhendée à différents niveaux (sous la forme de tableaux à double entrée) :

- Population active par qualification et par branche
- Population active par qualification et selon la mobilité professionnelle (nombre de femmes ayant changé de qualification, en progressant ou en régressant, en changeant de profession)
- Population active par qualification et selon la formation reçue (nous retrouverons cet indicateur au titre de l'action de formation)

Cependant, à chaque niveau, ce qui est essentiel c'est d'établir une comparaison avec la population masculine.

C'est ainsi que l'on fait apparaître la faiblesse de la qualification des femmes, principal obstacle à leur intégration professionnelle.

c/ Mesures de la durée de mobilisation.

En raison de leur double activité les femmes voient souvent compromise leur participation à l'activité économique.

Toute action efficace en vue de réduire cette durée de mobilisation doit être basée sur une observation précise :

- Il sera donc nécessaire d'élaborer un indicateur englobant différents éléments :



- durée moyenne de l'activité professionnelle quotidienne
- durée du trajet
- durée des activités ménagères, selon l'état matrimonial et le nombre d'enfants.

- D'autre part on a proposé de mettre au point un indicateur de surmenage pour faire apparaître le nombre de femmes dont la durée d'activité journalière dépasse 12 heures.

2/ Indicateurs mesurant les conditions et les conséquences socio-démographiques de la participation.

La participation de la femme à l'activité économique est largement dépendante des problèmes de la famille; il est donc nécessaire de pouvoir appréhender le contexte dans lequel s'inscrit le travail féminin.

a/ Corrélation avec les données démographiques

! Taux d'activité par âge!

D'une façon générale l'emploi dépend de la structure par âge de la population totale. Cette relation est encore plus étroite en ce qui concerne la population active féminine; c'est elle met en relief l'importance de la situation de famille des femmes dans leur vie professionnelle. (la courbe de l'activité par âge qui se caractérise par un fléchissement entre 20 et 35 ans et une reprise à 35 ans, est intéressante à observer surtout en ce qui concerne ses modifications au cours du temps). Cet indicateur peut donc être un moyen d'appréciation de l'action menée dans ce domaine. Cependant il faut remarquer que l'âge est une variable qu'il serait bon de croiser avec toutes les autres caractéristiques (conceptions sociales du rôle de la femme, niveau de qualification, conjoncture économique ...).

Sur le plan démographique une analyse plus détaillée pourra être entreprise au moyen d'autres critères :

- taux d'activité selon l'état matrimonial
- taux d'activité selon le nombre d'enfants à charge
(en opérant également une distinction selon l'appartenance au secteur agricole ou non agricole).

b/ Corrélation avec les données sociologiques.

- taux d'activité des femmes selon la catégorie socioprofessionnelle du mari.

Le revenu principal du ménage peut avoir une influence importante sur le choix par la femme d'une activité professionnelle.



Cette indication nous donnera un aperçu des motivations qui guident ces choix :

nécessité financière ou bien libération et désir d'indépendance.

c/ Conséquences du travail féminin:

IL est bon d'avoir une idée des perspectives contraignantes qui risquent de compromettre l'intégration des femmes à la vie économique.

- Conséquences sur la femme :

On peut comparer différents taux pour les actives et les non actives:

- ! Taux de mortalité
- ! Taux de fécondité
- ! Pourcentage de malades mentales

- Conséquences sur le couple :

- ! Taux de nuptialité
- ! Fréquence des divorces
- ! Durées moyennes de la vie conjugale!

- Conséquences sur l'enfance

- ! Taux d'avortements
- ! Taux de mortalité
- ! Taux des naissances illégitimes
- ! Pourcentages d'enfants délinquants ou inadaptés!

d/ Mobilité professionnelle et géographique:

Il est important de caractériser cet aspect de l'emploi féminin:

- ! Fréquence et volume des changements de profession
- ! Migrations internes - évolution de l'exode rural
- ! Immigration!

Après avoir mis en évidence cet ensemble d'indicateurs de résultats, rappelons qu'ils pourraient constituer des indicateurs d'objectifs si les situations qu'ils traduisent faisaient l'objet de choix clairs concernant la participation des femmes à la vie économique.

Dans ces conditions, il faudrait proposer un certain nombre de moyens efficaces au service de ces buts! C'est à cela que nous allons nous attacher en sélectionnant des indicateurs de moyens!



B / Les indicateurs de moyens

Les moyens en vue d'améliorer l'intégration économique de la femme peuvent revêtir deux formes :

- les moyens protectionnistes, longtemps employés dans le passé, ont eu pour résultat de maintenir la condition féminine dans un certain état d'inégalité.
- les actions positives de préparation de la force de travail.

Ces dernières semblent désormais prévaloir et nous les aborderons sous ces deux angles :

- 1/ formation
- amélioration des conditions de participation

1/ L'action de formation

Par là on souhaite favoriser l'insertion des jeunes filles sur le marché du travail en réduisant l'obstacle relatif au manque de qualification.

Les moyens mis en oeuvre peuvent être mesurés par des indicateurs relatifs à la scolarisation et à la formation professionnelle.

a/ Les indicateurs relatifs à la scolarisation

- Taux de scolarisation des jeunes filles de 15 à 19 ans. Le désir d'obtenir une formation générale semble avoir la préférence des jeunes filles puisque dans l'enseignement secondaire leur nombre est supérieur à celui des garçons (bien que l'écart se réduise lorsque l'âge augmente).
- Taux de scolarisation en fonction de l'origine sociale.
- Pourcentages de jeunes filles dans l'enseignement supérieur. Ces chiffres diminuent lorsque l'on s'élève vers les hauts niveaux d'enseignement, mais on note toujours (en étudiant la répartition par type d'enseignement) la place privilégiée prise par la formation générale.
- Taux d'activité selon les diplômes obtenus : celui-ci s'élève avec le niveau d'instruction. En notant d'autre part le fait que la possession d'un diplôme est une incitation à conserver son emploi, on justifie l'importance que l'on doit accorder à la formation.

b/ Les indicateurs relatifs à la formation professionnelle.

On peut mesurer de différentes façons l'insuffisance et l'inadaptation de l'appareil de formation, particulièrement accentuée dans l'enseignement féminin.



- Pourcentages de jeunes filles de 15 à 19 ans dans l'enseignement technique et professionnel.
Par opposition à un taux de scolarisation élevé.
Le taux d'apprentissage des jeunes filles est particulièrement faible. Cette situation révèle une des principales caractéristiques de l'éducation de la population féminine :

Absence de motivations professionnelles (là aussi l'origine sociale peut être déterminante) mais surtout manque de moyens de formation.

- indicateur d'adaptation de l'appareil de formation.
L'enseignement professionnel ne s'adresse donc qu'à une minorité mais, en outre, il s'intègre imparfaitement dans les structures économiques. On le vérifie en confrontant la répartition des jeunes filles suivant l'enseignement professionnel et la répartition de la population active féminine entre les branches correspondantes.

Dans le même sens, en calculant les pourcentages de femmes qui ont trouvé un emploi en rapport avec une formation et celles qui se sont dirigées dans d'autres voies, on peut faire apparaître des indicateurs de stabilité et de déperdition de la formation acquise.

Fundação Cuidar o Futuro

- Dès lors apparaît la nécessité d'une orientation professionnelle efficace et avec elle l'intérêt d'évaluer le nombre des femmes qui ont eu la possibilité d'en bénéficier.

- La formation professionnelle pour adultes (F.P.A.) est un des moyens les plus importants d'intégration et d'adaptation des individus à la vie économique. L'accès (très faible jusqu'à présent) qui y est réservé aux femmes se mesure par :

! la proportion de stagiaires féminins par rapport aux stagiaires masculins.

! le nombre de sections préparant à des métiers féminins ou mixtes.

- Il faut connaître enfin les autres moyens de formation post-scolaire publics ou privés (apprentissage sur le tas).

2/ L'amélioration des conditions de la participation.

On peut l'obtenir en aménageant le cadre familial et le cadre professionnel.

a/ Aménagement du cadre de vie familiale.

- indicateur d'équipement ménager.

En France, les activités ménagères non rémunérées occupent par an 2 milliards d'heures de plus que les activités professionnelles rémunérées de tous les Français, hommes et femmes, qui travaillent. L'amélioration des conditions dans lesquelles elles sont effectuées peuvent donc favoriser le cumul avec une activité professionnelle. Cette amélioration peut être saisie à deux niveaux :

! Dans le cadre de la famille : proportion de ménages disposant de certaines catégories d'équipements ménagers : aspirateurs, frigidaires, machines à laver ...

! Dans un cadre collectif : degré de répartition de certains équipements sociaux dans le tissu urbain : services de lavage, nettoyage, repassage, teinturerie, vente de plats cuisinés, etc...

- niveau d'équipement préscolaire.

Les taux d'activités par âge et selon le nombre d'enfants montrent que l'éducation des enfants d'âge préscolaire constitue un obstacle important à l'activité professionnelle des femmes.

! L'indicateur mesurant le degré de couverture en crèches, pouponnières, jardins d'enfants, peut se traduire :

par le nombre de places pour 10 000 habitants ou mieux encore par le nombre de places pour 10 000 actives non agricoles.

Cependant le développement des crèches doit faire intervenir deux considérations :

d'une part, le coût d'équipement et de fonctionnement peut être plus élevé que le revenu procuré par le travail d'une femme non qualifiée.

et, d'autre part, certains travaux en matière de pédiatrie déconseillent de séparer un enfant de moins de 3 ans de sa mère.

Les autres solutions :

! Gardiennage habituel : nombre d'enfants placés en nourrices ou chez des parents ou amis.

! Expériences récentes de garde à domicile sous le contrôle d'assistantes sociales.



! Pour les enfants de 2 à 5 ans : taux de préscolarisation dans le cadre des maternelles.

b/ Aménagement du cadre professionnel.

- 1^o aménagement des conditions de travail.

Deux moyens sont traditionnellement proposés :

! L'aménagement des horaires de travail dans le cadre de la généralisation de la journée continue.

L'indicateur serait ici la proportion de femmes actives bénéficiant de la journée continue.

! Le développement du travail à temps partiel mesuré par la proportion de femmes actives occupées (selon la définition du D. I. T.) ; moins de 35 heures par semaine.

- égalisation des salaires féminins et masculins :

La revalorisation de la main d'œuvre féminine pourrait constituer une incitation importante à l'accroissement de l'activité professionnelle des femmes. Le meilleur indice pour traduire cette amélioration suivrait ici l'évolution de l'écart des salaires à chaque niveau de qualification :

Une nouvelle fixation du montant de l'indemnité de salaire unique permettrait quant à elle, un véritable choix entre l'activité professionnelle et l'activité familiale et réduirait en grande partie le travail non déclaré (difficile à appréhender statistiquement) :

- Aménagement de la reprise d'activité :

La courbe des taux d'activité par âge des femmes fait apparaître une caractéristique essentielle de l'emploi féminin : la reprise d'activité après éducation des enfants.

Ce phénomène est difficile à cerner avec précision surtout quant à ses perspectives dans la mesure où il est soumis à des influences complexes : développement du travail à temps partiel, évolution des qualifications, avancement de la période de procréation, élévation de l'espérance de vie, etc...

Néanmoins, rien ne permet de penser que le mouvement des entrées et des sorties des actifs féminins pourra être supprimé, si bien que l'organisation d'une réinsertion professionnelle convenable doit faire l'objet d'une meilleure saisine statistique.

Un certain nombre d'indicateurs que nous avons déjà mis en évidence peuvent mesurer les actions entreprises dans ce sens :

! nombre de femmes ayant bénéficié d'une formation post-scolaire (F. P. A. ou formation privée)

! nombre de femmes ayant bénéficié d'une orientation professionnelle

! nombre de sections de F. P. A. préparant à des métiers féminins ou mixtes :



! nombre de femmes ayant bénéficié d'une autre formation post-scolaire.

D'autre part, on peut élaborer un "indicateur structurel de disponibilité" qui mettrait en évidence (compte tenu de l'espérance moyenne de vie et de la descendance moyenne par femme et par génération) le temps libéré, après l'éducation des enfants, pour assurer d'autres fonctions!

II - LES INDICATEURS DE CONJONCTURE

En réalité, les éléments que nous avons voulu mettre ici en évidence ne sont pas spécifiquement de type conjoncturel et ressortissent par de nombreux traits au chapitre précédent. Cependant, les caractéristiques qui ont conduit à les distinguer résident dans la sensibilité qu'ils présentent aux variations en courte période et dans la complémentarité de leurs indications. On peut, de cette façon, réunir trois phénomènes : chômage féminin, absentéisme, durée du travail, et tenter de les intégrer en un indicateur synthétique caractérisant le rôle d'appoint du travail des femmes. Cet indicateur offrant d'autre part l'avantage de servir de base à la prévision.

1/ Le chômage féminin.

Une première indication nous est donnée par le taux global du chômage féminin. On s'aperçoit que les femmes sont en proportion davantage touchées que les hommes malgré un chiffre légèrement inférieur en volume. Partout que ces données ont de grandes chances d'être sous évaluées : les chômeurs mariés n'ayant pas droit à une rémunération ne se font généralement pas inscrire sur les registres du chômage. On peut en déduire que les femmes, ne bénéficiant pas d'une sécurité d'emploi élevée, seront les premières atteintes par les crises économiques. Elles le seront d'autant plus, et d'autant plus longtemps que leur niveau de qualification est faible, et qu'elles sont employées dans des branches peu rentables (textiles...).

On pourra en avoir une idée plus précise et plus détaillée en utilisant les indicateurs suivants :

- indicateurs de la demande d'emploi non satisfaite :

- ! selon l'ancienneté de la demande : indicateur de chômage frictionnel.
- selon le niveau de qualification.
- par régions, par secteurs et par branches.



.. Proportion de femmes dans les licenciements collectifs.

La main d'oeuvre féminine constitue donc ici un rôle d'amortisseur du chômage.

2/ La durée du travail féminin.

Cette donnée corrobore l'idée précédente et précise en outre l'utilisation que l'on fait de l'emploi des femmes pour adapter les structures aux variations conjoncturelles :

! La durée du travail féminin : indicateur de chômage partiel.

Il s'agit de calculer les pourcentages de femmes occupées moins de 40 heures et de les comparer aux pourcentages masculins.

! D'une façon générale il est plus facile lorsqu'une crise survient de diminuer les horaires de travail plutôt que de licencier une partie du personnel, en même temps on veut éviter les risques d'un marché de l'emploi tendu au moment de la reprise.

Le travail féminin offrant une moins grande sécurité et étant traditionnellement considéré comme un travail d'appoint, sera davantage menacé et réduit en tout premier lieu.

Ainsi les variations de la durée du travail des femmes, observées d'une façon judicieuse dans leur contexte, peuvent servir "d'indicateur avancé" en permettant la perception d'évolutions prévisibles.

3/ L'absentéisme féminin.

L'absentéisme est dans une large mesure un indicateur traduisant des phénomènes de structure. C'est ce que l'on observe en mesurant son taux selon l'âge, l'état matrimonial et le nombre des enfants, la durée du travail et l'éloignement, l'ancienneté, la catégorie socioprofessionnelle et la qualification.

Il faut noter tout d'abord qu'à l'intérieur de toutes ces distinctions l'absentéisme féminin est toujours supérieur à l'absentéisme masculin. D'autre part, si nous considérons ces éléments comme des facteurs objectifs, il existe des facteurs subjectifs que l'on classe généralement sous la rubrique : causes inavouées (formalités administratives, etc...).

Dans notre optique il est intéressant de remarquer que ce



sont ces facteurs qui permettent l'apparition de variations à court terme, variations qui sont étroitement liées à l'état du marché du travail. Les taux d'absentéisme des femmes (les plus menacées) ont tendance à diminuer lorsqu'apparaissent des risques de licenciement et de chômage.

Si des données suffisamment précises étaient disponibles on pourrait alors utiliser cet indicateur pour confirmer les deux phénomènes précédents.

LA PARTICIPATION DE LA FEMME A LA VIE SOCIALE

Dans une large mesure la participation sociale de la femme est conditionnée par son degré d'intégration économique, il est donc délicat de construire des indicateurs spécifiques sur ce thème; surtout en ce qui concerne les moyens à mettre en oeuvre. On ne sait pas en effet à l'heure actuelle, de quelle façon il serait possible d'accroître les motivations des femmes non actives (coupées de la vie de relation par l'"urbanisation périphérique", la radio et la télévision) en faveur de la recherche d'une plus grande participation à l'extérieur du foyer.

Malgré tout on peut citer certains types de participation sociale:

1/ Les indicateurs de résultats:

a/ En ce qui concerne la participation traditionnelle :

Fundação Cuidar o Futuro

- 1° Exercice du droit de vote. Cette participation minimale et épisodique n'est cependant pas très significative.

- 1° Exercice des fonctions électives

- ! pourcentage de femmes parlementaires
- ! " " " conseillères municipales
- ! " " " maires.

- la participation syndicale:

Le taux de syndicalisation des femmes est pour sa part un indicateur intéressant si l'on considère que le dynamisme syndical des femmes est un élément important de leur intégration professionnelle.

On peut préciser ce degré de participation par la place qu'occupent les femmes dans les organismes moteurs des centrales syndicales:

- un indicateur sur la participation féminine à la vie sociale peut être fourni par des enquêtes psychosociologiques (du type de celles effectuées par l'I.F.O.P.)



1.º I.N.E.D. ou le C.N.R.S.) sur l'image de la femme dans la société selon les individus ou les groupes sociaux.

b/ En ce qui concerne les modes nouveaux de participation:

On peut rechercher la place des femmes dans différents types de groupements :

- organes de gestion de la Sécurité Sociale
- associations de parents d'élèves
- organismes féminins ou familiaux
- adhésions aux maisons de la culture
- groupements de locataires ou de propriétaires
- groupements de consommateurs.

2/ Les indicateurs de moyens:

- l'éducation (en exceptant les spécialisations féminines contestables : arts)
- la mixité des lycées et C. E. S. mesurant le niveau d'élitisme de la ségrégation culturelle.
- indicateur d'évolution de la participation spécialisée : tirages de la presse féminine.

Mais ce qu'il faudrait retenir c'est que les questions de participation devraient être "traitées avec le moins possible de distinction du sexe au niveau des moyens".

Il convient enfin de noter que dans ce domaine le Ministère des Affaires Sociales n'a pas de responsabilités directes et n'attachera pas de priorité à la mise en place de ces séries d'indicateurs.



B - La poursuite de la recherche

La valeur des indicateurs sélectionnés dépendra de leur degré de signification et de leur qualité statistique. C'est pourquoi il est indispensable de s'interroger sur ces deux points en reprenant chaque élément l'un après l'autre!

- En ce qui concerne le degré de signification il faudra déterminer dans quelle mesure chaque indicateur est capable de rendre compte de la réalité qu'il est sensé représenter, savoir s'il y parvient à lui seul et s'il le fait sans équivoque.
- Mais surtout un travail important reste à faire quant à l'amélioration et au perfectionnement des informations chiffrées : il faut en effet préciser exactement le sens de toutes les séries statistiques, analyser la définition de leurs variables, leur périodicité, leur présentation, leur précision, etc...

Fundação Cuidar o Futuro

C'est après cela seulement que l'ensemble de ces statistiques sociales et économiques pourront être combinées ainsi que le rappelle W. GOHRAM "au jugement d'observateurs sensibles et expérimentés" afin de fournir des indications sur "l'ampleur des problèmes socio-économiques et l'étendue des progrès réalisés dans le traitement de ces problèmes".

x x
x

RENSEIGNEMENTS CHIFFRÉS DISPONIBLES.



1. - Taux d'activité féminine.

	1936	1954	1962
Population active féminine			
Population féminine totale	32,2	30,0	27,6
P.A.F. non agricole			
P.F.T. non agricole	20,6	21,7	22,2
P.A.F.			
P.F. de + de 15 ans	41,7	38,5	36,2

2 - Taux de féminisation des actifs non agricoles.

	1936	1954	1962
P.A.F. non agricole	33,7	34,2	34,6
P.A.T. non agricole			


3 - Taux de féminisation détaillé.

3 a - par secteur. P.A.F./P.A.T.

	Agriculture	Industrie	Tertiaire	Ensemble
1936	40,7	27,6	39,9	36,1
1946	43,6	26,6	42,2	37,9
1954	{ 43,6 35,1	{ 24,4 24,4	42,7	{ 36,7 34,2
1962	32,6	23,4	45,7	33,4

3 c. Taux de féminisation par catégories d'activités économiques.

I.N.S.E.E. Décembre 1967 - En %



	1954	1962
Ensemble	34,5	35,2
Habillement - travail des étoffes	80,8	80,4
Services	70,5	68,7
Textiles et annexes.	55,8	54,6
Commerce, banques, assurances	44,2	44,5
Services publics, administration, armée..	34,4	37,3
Construction électrique	31,4	36,8
Industrie chimique	30,5	29,8
Eau, gaz, électricité	11,9	16,2
Transports	9,9	11,4

3 d. Evolution des structures par statuts des populations masculine et féminine dans les professions non agricoles.

	1954		1962	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Statut particulier	0,6	2,3	0,5	1,9
Indépendants	10,4	9,5	9,1	7,6
Employeurs	5,8	2,1	4,7	1,6
Aides familiaux	1,1	7,6	0,6	5,6
Total des non salariés	17,9	21,5	14,9	16,7
Apprentis	2,0	1,1	2,6	1,3
Salariés d'établissements privés..	56,2	58,8	60,8	61,0
Travailleurs à domicile	0,1	1,8	0,1	1,2
Salariés des services publics	9,7	3,3	7,9	3,3
Salariés de l'état et des collecti- vités locales	14,1	13,5	13,7	16,5
Total des salariés	82,1	78,5	85,1	83,3
Ensemble	100	100	100	100



3 d - Taux de féminisation par catégories socio-professionnelle

I.N.S.E.E.

	Proportion de femmes dans la catégorie.	
	54	62
Agriculteurs	41,5	38,7
Salariés agricoles	15,0	11,7
Patrons de l'industrie et du commerce	37,2	36,3
Professions libérales et cadres supérieurs	13,8	16,6
Cadres moyens	36,7	39,3
Employés	52,8	58,1
Ouvriers	22,7	21,6
Personnels de service	80,7	80,0
Autres catégories	26,1	21,8
TOTAL : ...	34,8	34,4

.../...

4.- Taux de féminisation ou de non féminisation de certains métiers.
Professions à forte variation dans la participation féminine.

	Proportion de femmes		Variation
	1954	1962	
- Métiers de la radio électricité et de l'électronique	14,2	25,2	+ 146 %
- Chimistes et assimilés	45,4	51,0	+ 93 %
- Métiers du textile	69,2	67,2	- 33 %
dont . ouvrières de filature	78,4	75,8	- 40 %
- Métiers de la couture	87	86,9	- 21 %
- Dessinatrices	8,6	9,7	+ 46 %
dont . dessinatrices industrielles..	2,3	4,9	+ 235 %
- Ingénieurs et assimilés	1,9	3,7	+ 141 %
- Emplois de bureau	61,3	67,9	+ 32 %
dont . Secrétaires de direction	70,4	73,9	+ 110 %
- Services	89,3	88,8	+ 5 %
dont . employés de maison	98,3	97,2	- 2 %
. agents de service (administration)	31,6	47,4	+ 350 %
. guides, hôtesses de l'air	45,6	73,4	+ 217 %
- Soins personnels	48,5	57,3	+ 42 %
dont . maquilleuses, esthéticiennes..	92	93,8	+ 113 %
- Santé	50,6	60,3	+ 60 %
dont . médecins	14,7	14,7	+ 74 %
. pharmaciennes	38	48,4	+ 40 %
. infirmières	82,6	85,4	+ 21 %
- Services sociaux	95,6	93,3	+ 23 %
dont . aides maternelles ; ; ; ; ;	100	100	+ 122 %
- Enseignements	62,3	63,7	+ 67 %
dont . assistantes d'enseignement supérieur	31,8	32,9	+ 286 %
- Professions intellectuelles	32,6	36,9	+ 53 %
dont . femmes de sciences	26,9	28	+ 180 %



I.N.S.E.E. Déc.1967

5 - Population active féminine selon le niveau qualification et par branche.

Pour 1.000 ouvriers et
1.000 ouvrières en 1961.

		Industries mécaniques et électriques.			Indus-tries alimentaires.	Textiles	Habillement	Ensemble de l'industrie.
		Ensemble	Construc-tions élec-triques.	Chimie				
M1	(H	25	23	66	167	124	152	68
	(F	80	46	225	507	120	166	177
M2	(H	62	46	141	234	126	67	116
	(F	51	26	232	280	106	93	126
OS1	(H	118	126	199	204	206	238	159
	(F	392	366	296	108	332	294	302
OS2	(H	271	281	116	104	138	114	204
	(F	398	445	116	26	154	111	174
P1	(H	194	220	217	128	178	181	177
	(F	34	66	70	15	129	120	90
P2	(H	177	169	161	72	91	95	140
	(F	6	5	26	6	42	49	30
P3	(H	108	94	90	59	66	86	90
	(F	-	-	8	3	12	26	12
Apprentis et ouvriers de moins de 18 ans :								
	(H	45	41	11	32	68	67	47
	(F	40	46	26	55	105	142	90



5 c - Structure de la population féminine non scolaire par catégories socio-professionnelles et par formation reçue en 1962.

	C.E.P.:	B.E.P.C.:	Bacc.:	Diplôme Supérieur:	Non déclaré sans diplômes:	Total
Agriculteurs ; ;	35,3	9,2	0,2	-	56,3	100
Salariées agricoles	21,2	0,4	0,2	-	79,2	100
Patronnes de l'industrie et du commerce	42,6	5,9	1,3	0,2	50,0	100
Professions libérales et cadres supérieurs	10,8	11,9	14,2	48,6	14,5	100
Cadres moyens	20,6	23,2	34,0	6,2	16,0	100
Employées	48,6	18,7	2,4	0,5	0,5	100
Ouvrières	33,6	12,6	0,3	-	53,5	100
Personnel de service	30,9	1,9	0,4	-	66,8	100
Autres catégories	25,2	16,1	7,3	3,1	48,3	100
Inactives	28,5	5,4	2,3	0,7	63,1	100
Ensemble	30,9	5,7	2,7	0,9	59,8	100

I.N.S.E.E.
Déc. 64

6 - Durée hebdomadaire (en heures) du travail ménager et professionnel.

	Femmes exerçant une profession			Femmes sans profession.
	travail ménager	travail professionnel	Total	
Sans enfant	27,2	50,1	77,3	54,3
1 enfant	39,1	44,5	83,6	71,2
2 enfants	46,6	36,9	83,5	75,5
3 enfants et plus	49,7	34,3	84	77,5

	Femmes exerçant une profession.				Femmes sans profession.			
	Sans enfant	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants et plus.	Sans enfant	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants et plus.
Travaux de maison	3,9	4,5	5,2	5,5	7,8	7,6	8	7,8
Soins aux enfants		1,1	1,5	1,6		2,4	2,7	3,3
Total ...	3,9	5,6	6,7	7,1	7,8	10	10,7	11,1
Sommeil	8,7	8,4	8,2	8,1	9,1	9,2	8,8	8,5
Temps qui reste...	4,2	3,6	3,8	3,9	7,1	4,8	4,5	4,4
Travail professionnel et trajets...	7,2	6,4	5,3	4,9				

Fundação Cuidar o Futuro



.. / ..

8 - Taux d'activité féminine par âge en 1962.

: Age au : 1er Janvier : 1963.	: Dans les ménages agricoles.		: Dans les ménages non agric	
	: Taux d'activité	: dont : salariées	: Taux d'activité	: dont : salariées
: 15 - 19 ans	: 41,5	: 20,5	: 34,3	: 33,4
: 20 - 24	: 60,6	: 26,8	: 61,5	: 59,3
: 25 - 29	: 49,9	: 12,1	: 44,0	: 40,3
: 30 - 34	: 48,2	: 8,1	: 36,6	: 31,5
: 35 - 39	: 51,0	: 6,6	: 37,0	: 30,5
: 40 - 44	: 53,7	: 6,6	: 38,5	: 30,5
: 45 - 49	: 58,4	: 6,6	: 41,9	: 32,5
: 50 - 54	: 59,0	: 6,2	: 41,9	: 31,7
: 55 - 59	: 55,2	: 5,7	: 38,8	: 29,7
: 60 - 64	: 47,8	: 4,9	: 30,0	: 22,8
: 65 - 69	: 31,8	: 2,4	: 15,6	: 10,4
: 70 - 74	: 20,5	: 0,9	: 7,5	: 4,1
: 75 et plus	: 9,7	: 0,3	: 3,1	: 1,5
: TOTAL : ...	: 34,2	: 6,2	: 25,9	: 21,7



9. ACTIVITE DES FEMMES SELON LEUR ETAT MATRIMONIAL

	Structure de la population active		Taux d'activité	
	1954	1962	1954	1962
Célibataires	35,7	33,2	59,1	53,6
Mariées	48,9	43,2	32,7	32,5
Veuves	12,2	10,1	27,6	22,4
Divorcées	3,2	3,5	63,2	63,0
Ensemble des 15 ans et plus	100	100	38,5	36,2

10. Activité des épouses légitimes des ménages non agricoles selon le nombre d'enfants

Nombre d'enfants	1954	1962
0 enfant	31,5	32,2
1 enfant	30,9	36,9
2 enfants	17,5	21,3
3 enfants et plus	9,8	10,2
Ensemble	26,3	28,1



Activité des femmes de moins de 60 ans selon leur état matrimonial et le nombre d'enfants de moins de 17 ans.

	N O M B R E D' E N F A N T S				TOTAL
	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +	
Célibataires	65,7	75,1	49	26	67,7
Mariées	47,5	40,4	26,1	16,5	35,8
Veuves	60,4	63,1	56	39	59,3
Divorcées	76,9	79	72	15	74,7
TOTAL	54,8	42,6	27,4	17,3	42,3



Fundação Cuidar o Futuro

11 - Taux d'activité des épouses selon la catégorie socio-professionnelle de leur mari

38.

Catégorie socio-professionnelle du mari	Taux d'activité
Agriculteurs exploitants	59,4
Salariés agricoles	17,5
Agriculteurs	50,1
Patrons de l'industrie et du commerce	40,3
Professions libérales (cadres supérieurs)	22,8
cadres moyens	37,2
employés	37,9
ouvriers	28,7
Personnel de service	40,5
Autres catégories	19,5

19 et 20 Evolution du nombre des naissances légitimes et illégitimes (en milliers)

	Nés vivants				Morts - nés			
	légitimes	illégitimes	total	% d'illégitimes	légitimes	illégitimes	total	% d'illégitimes
1912-1925	704	67	771	8,7	27	4	31	12,7
1935-1937	588	42	630	6,7	19,4	2,2	21,6	10,3
1945	558	65	623	10,5	14	3	17	17,4
1950	798	60	858	7,0	19	2	21	10,2
1955	751	51	802	6,5	16,1	1,6	17,7	8,9
1960	767	49	816	6,1	16,1	1,6	17,7	8,9
1962	780	49	829	5,9	15,6	1,5	17,1	8,5
1964	823	51	874	5,9	15,8	1,6	17,4	9,0



Fréquence des changements dans la situation professionnelle selon l'âge et le sexe, des individus.

Age atteint en 1964	H O M M E S			F E M M E S		
	effectif total	ayant changé	% colonne $\frac{2}{1}$	effectif total	ayant changé	% colonne $\frac{4}{3}$
15 - 19	20.600	6.400	31,1	30.400	15.000	49,3
20 - 24	570.000	321.000	56,3	413.400	208.800	50,5
25 - 29	890.400	488.200	54,8	680.000	308.000	45,3
30 - 34	1.342.800	537.000	40,0	634.200	173.400	27,3
35 - 39	1.444.200	458.200	31,7	626.800	141.800	22,6
40 - 44	1.423.800	340.400	23,9	673.200	122.200	18,2
45 - 49	750.600	174.000	23,2	397.600	65.200	16,4
50 - 54	1.262.800	231.400	18,3	737.200	118.600	16,1
55 - 59	1.053.200	191.600	18,2	666.800	57.800	8,7
60 - 64	904.600	124.600	13,8	411.800	42.600	10,3
65 et +	257.800	19.400	7,5	150.800	27.000	17,9
TOTAL.	9.920.800	2.892.800	29,2	5.422.200	1.280.400	23,6



Importance relative des changements de profession par profession d'origine
(population occupée au 1/1/1959)

	Proportion de changements en pourcentages		
	H	F	ensemble des sexes
01 - Agriculture, pêche	11,5	6,6	9,7
02 - Terrassiers, mineurs	15,1	-	15,3
03 - Bâtiment, décoration, peinture	13,2	18,7	13,4
04 - Production des métaux, laminage	22,8	50,0	24,0
05 - Métiers divers des métaux	15,6	25,0	16,0
06 - Ajusteurs, réparateurs	12,6	17,4	12,7
07 - Ouvriers sur machines	19,4	41,1	21,1
08 - Electricité, radio électricité	10,1	24,6	12,0
09 - Métiers du verre, céramique	20,2	18,5	19,8
10 - Photographes, métiers de la composition ...	9,6	11,1	9,8
11 - Métiers du papier carton	13,7	38,9	23,4
12 - Chimie, teinturerie	21,6	18,9	20,7
13 - Alimentation, boulangers, meuniers	15,8	6,9	13,8
14 - Métiers du textile	30,0	17,1	20,7
15 - Couture, habillement	11,9	14,7	14,1
16 - Cuir	11,4	32,9	19,6
17 - Bois	14,3	10,6	14,1
18 - Ouvriers spécialisés sur machines, manuten- tion et manoeuvres divers	26,3	18,8	24,6
19 - Conducteurs d'engins de transport	14,4	38,5	14,7
20 - Techniciens	11,4	12,5	11,5
21 - Ingénieurs, cadres administratifs	5,3	4,3	5,1
22 - Employés de bureau ou de commerce	15,1	7,7	11,0
23 - Industriels et commerçants	9,5	6,7	8,0
24 - Personnels de service	20,0	17,2	17,6
25 - Santé et soins personnels	3,1	7,7	6,1
26 - Enseignement	7,4	4,8	5,8
27 - Professions juridiques	2,2	-	0,2
28 - Artistes, Membres du clergé	10,2	3,9	7,8
29 - Armée, police	15,0	7,2	14,8
TOTAL :	13,9	10,4	12,8



TAUX de SCOLARITE et D'APPRENTISSAGE

en 1962



	Garçons		Filles	
	SCOLARITE	APPRENTISSAGE	SCOLARITE	APPRENTISSAGE
15 ans	68,3	14,1	75,3	4,5
16 "	54,5	20,9	65,1	6,2
17 "	48,0	21,2	55,6	5,9
18 "	35,0	11,4	41,4	3,3
19 "	25,9	4,5	29,3	1,4
15-19 ans	49,1	15,1	56,9	4,5

	GARÇONS de 15 à 19 ans		FILLES de 15 à 19 ans	
	Taux de scolarité	Taux d'apprentissage	Taux de scolarité	Taux d'apprentissage
• Agriculteurs - exploitants.....	32	10,3	41,1	3,1
• Salariés agricoles	31,7	21,9	45,2	4,9
• Industriels et gros commerçants	76,7	7,6	80,7	1,4
• Artisans et petits commerçants	54,3	17,0	62,8	3,7
• Membres des professions libérales	94,1	0,8	93,8	0,3
• Cadres supérieurs	89,7	2,1	91,2	0,9
• Instituteurs et professions intel- lectuelles diverses	90,9	2,7	92,2	0,5
• Cadres moyens des services médi- caux et sociaux	70,2	13,9	75,4	1,5
• Techniciens et cadres administra- tifs moyens	76,9	7,6	80,2	3,0
• Employés de bureau	59,7	13,3	65,5	4,9
• Employés de commerce	59,6	15,5	67,2	4,9
• Contremaîtres.....	58,7	15,9	66,5	4,2
• Ouvriers qualifiés	45,8	19,9	54,2	6,4
• Ouvriers spécialisés	39,1	21,1	47,3	6,8
• Mineurs	40,3	19,2	46,9	4,6
• Manœuvres	28,6	23,0	40,7	6,1
• Personnels de service	45,6	17,0	55,1	6,4
• Armée et Police	65,2	12,6	73,0	3,8
• ENSEMBLE	49,1	15,1	56,9	4,5



27.

1) Evolution des effectifs féminins dans les facultés.

	1900	1910	1920	1930	1939	1950	1955	1961	1964
Nombre de femmes	583	1.955	4.903	14.345	21.018	42.777	50.520	79.011	123.300
% du total des étudiants	2,4	5,7	10,1	25,9	31,8	35,6	37,4	42,8	42,5

2) Pourcentage de fille dans l'enseignement supérieur

(année 1963 - 64)

	Garçons	filles	% filles
Droit	37.836	15.814	29 %
Sciences	69.611	30.887	30 %
Lettres	37.519	65.965	63 %
Médecine	29.059	10.692	29 %
Pharmacie	4.317	6.489	60 %
TOTAL ..	178.342	128.847	42 %

Fundação Cuidar o Futuro



28 a.

Taux d'activité de la population féminine non scolaire par tranche d'âges quinquennales et nature du diplôme d'enseignement général obtenu.

âge au 1er janvier 63	C.E.P.	B.E.P.C. brevet élém.	Baccalauréat Brevet sup.	Diplôme supérieur	aucune déclaration	Ensemble
15 - 19	76,9	78,0	71,6	85,7	66,6	71,9
20 - 24	69,4	81,1	88,4	85,7	57,3	66,9
25 - 29	47,1	64,9	74,9	80,1	37,0	45,6
30 - 34	41,0	54,9	61,4	69,1	32,3	38,8
35 - 39	41,0	55,0	60,0	65,8	33,8	39,6
40 - 44	42,9	52,2	64,9	67,1	36,4	41,5
45 - 49	46,5	55,2	69,4	69,8	41,6	45,0
50 - 54	46,8	56,2	66,7	69,2	42,8	52,1
55 - 64	40,6	43,2	37,0	59,9	36,9	38,2
65 - 74	16,7	18,0	12,3	20,3	14,7	15,2
75 et +	5,0	7,7	6,1	14,2	4,3	4,8
Tous âges	43,8	53,0	60,5	68,3	32,0	38,0



- Taux d'activité des femmes selon les diplômes professionnels obtenus -

D I P L O M E S	Taux d'activité
Examen de fin d'apprentissage artisanal	52,4
Certificat de fin de stage (F.P.A.)	68,8
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	67,6
Brevet professionnel	68,6
Brevet d'enseignement industriel, commercial social, hôtelier	70,2
Elève breveté ENP (brevet de technicien)	73,3
Brevet de maîtrise	60,6
Autres diplômes professionnels délivrés par des écoles privées ou des organismes publics	68,3
Total des diplômes professionnels	66,2
Aucune déclaration	36
T O T A L	38

Fundação Cuidar o Futuro



29. - Pourcentages de jeunes filles dans l'enseignement professionnel 46

	1959-60		1962-63	
	garçons	filles	garçons	filles
Enseignement agricole	0,2	-	0,4	
" industriel	75,5	28,1	83,9	24,9
" "tertiaire"	8,8	66,9	10,7	72,1
Préparation au baccalauréat	1,7	0,8	2,2	0,9
Divers ou N.S.	13,8	4,2	2,8	2,1
T O T A L	100	100	100	100

30. - Répartition des jeunes filles suivant un enseignement professionnel industriel et répartition des femmes dans les branches correspondantes

	répartition en % des jeunes filles suivant un enseignement professionnel industriel		répartition par profession de la pop. active féminine dans l'industrie	
	1959-60	1962-63	1959-60	1962
. Bâtiment décoration	-	-	1,1	0,8
. Mécanique	-	-	3,8	3,6
. Bijouterie Horlogerie	0,1	0,2		
. Electricité	1,1	1,2	2,6	1,6
. Verrerie	0,1	0,1	0,5	0,8
. Photographie-polygraphie	0,3	0,4	1,8	1,8
. papeterie-carton	0,2	0,2	2,1	2,2
. céramique-briqueterie	0,1	0,2	0,6	0,7
. chimie	2,5	2,4	2,7	2,0
. industrie alimentaire	2,5	1,9	6,0	7,4
. textiles	1,8	2,0	12,2	19,3
. habillement	85,2	83,8	25,2	33,6
. tapisserie vannerie	0,3	0,3	1,2	1,7
. chaussures-cuir	0,6	0,6	4,5	5,5
. dessinatrices	1,5	2,6	0,8	0,6
. agents technique et techniciens	3,6	4,1	1,1	0,7
. divers et mal désignées			33,8	17,7
. ensemble industrie	100,0	100,0	100,0	100,0



- Stabilité dans la profession apprise

	n'ont jamais eu d'activ. profession.	ont travaillé uniquement dans le métier appris	ont travaillé dans le métier appris ou dans un ou plus. autres	ont travaillé uniquem. dans ou plus. méti. dif. du mét.
Formation professionnelle quelconque	6 %	47 %	21 %	26 %
Formation professionnelle complète	3 %	61 %	17 %	19 %
Formation complète-vêtements	6 %	37 %	22 %	35 %
Formation incomplète vêtements.	7 %	15 %	28 %	50 %
Formation compte bureau	4 %	78 %	10 %	8 %
Formation incomplète bureau	6 %	45 %	25 %	24 %
Formation complète médico-sociale		80 %		

Fundação Cuidar o Futuro

- nombre d'embauches depuis la mise au travail en fonction de la formation professionnelle.

	1 et 2 embauches	3 et 4 embauches	5 embauches et +
Aucune formation professionnelle	41 %	34 %	25 %
Formation professionnelle quelconque	58 %	30 %	12 %
Formation complète	63 %	30 %	7 %
Formation complète vêtements	53 %	35 %	11 %
Formation complète bureau	70 %	29 %	-



33 a. - Proportions de stagiaires féminins à la F.P.A.

48

	1 9 6 3		1 9 6 4		1 9 6 5		1 9 6 6		1 9 6 7		1 9 6 8	
	volume	%	volume	%	volume	%	vol.	%	vol.	%	vol.	%
Stagiaires hommes	21,678	98 %	23,980	97,5 %	25,964	96,8 %						
Stagiaires féminins	452	2 %	637	2,5 %	870	3,2 %						
T O T A L	22,130	100	24,617	100	26,834	100						

33 b. - Répartition des sections de la F.P.A.

	1965	1966	1967	1968
Sections masculines	1.410	1.860		
Sections féminines	53	81		
Sections mixtes	42	50		
T O T A L	1.505	1.991		

Fundação Cuidar o Futuro



Genre de l'enseignement post-scolaire	Cadre de l'enseignement post-scolaire		Cours de formation du Ministère de l'Éducation Nationale		F. P. A.		Conservatoire National des Arts et Métiers		Cours de formation professionnelle des Adcs publics et de 1 ^{re} Année		Ecoles d'entreprises ou inter-entreprises		Autres cadres de formation		Ensemble	
	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959	Total	dont après 1959
Primaire	7,8	"	0,4	"	0,6	1,7	2,2	"	"	"	0,8	"	1,9	0,1		
Secondaire	1,3	1,2	"	"	2,9	7,4	1,2	1,2	2,9	4,1	2,0	2,9	1,5	2,1		
Technique général	3,0	2,5	6,9	8,1	17,5	25,6	5,2	4,1	3,6	4,4	3,0	5,3	5,0	6,3		
Technique, économique, comptable, commercial, social, ménager	8,5	10,7	6,9	2,2	7,0	3,3	11,2	9,2	21,3	21,0	15,5	19,2	12,1	12,0		
Technique industriel	46,2	59,3	76,0	46,3	34,7	34,3	40,8	62,3	59,8	34,3	39,4	48,4	55,0			
Technique agricole et ménager agricole	18,9	12,2	7,6	1,0	1,6	4,1	9,0	5,9	2,3	1,8	27,0	15,9	14,7	8,2		
Supérieur scientifique	1,4	1,8	0,1	0,4	19,1	17,4	3,0	2,4	0,8*	0,4	2,8	2,9	2,6	2,6		
Supérieur littéraire	1,5	2,8	"	"	0,3	"	"	"	"	"	1,4	1,9	0,8	1,0		
Supérieur juridique et économique	3,7	3,4	0,1	"	1,9	1,7	2,4	1,8	0,1	"	2,6	2,4	1,9	1,6		
Autres	7,7	6,1	2,0	3,1	4,8	4,1	31,5	34,6	6,7	8,5	10,8	10,1	11,1	11,1		
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100		

Fundação Getúlio Vargas

1) Evolution du taux d'équipement des ménages par catégorie socio professionnelle

CLINSOP

	: Agric. :	: Salariés: agricoles :	: Patrons: Ind. :	: Cadres: Sup. Prof. libérales :	: Cadres: moyens :	: Employés :	: Ouvriers :	: Person- nels de Service :	: Autres: actifs :	: Non: actifs :	: Ensemble :
Nombre de ménages (en milliers) Janvier 1967	: 1,350	: 400	: 1.350	: 850	: 1.150	: 1.000	: 4.300	: 400	: 300	: 4400	: 15.500
Réfrigérateur											
Déc. 1954	: 2,4	: 0,5	: 18,0	: 42,8	: 15,5	: 9,9	: 3,3	: -	: -	: 3,7	: 7,5
Avr. 1965	: 36,0	: 32,7	: 65,8	: 92,7	: 77,2	: 67,6	: 56,4	: 46,5	: 78,4	: 35,9	: 54,0
Janv 1968	: 62,1	: 53,6	: 77,2	: 93,1	: 88,2	: 81,6	: 72,1	: 60,1	: 89,0	: 51,7	: 68,8
Machine à laver											
Déc. 1954	: 7,3	: 1,8	: 13,2	: 23,4	: 16,4	: 6,7	: 8,5	: -	: -	: 3,8	: 8,4
Avr. 1965	: 34,8	: 30,1	: 51,9	: 61,5	: 49,7	: 43,2	: 44,0	: 20,7	: 58,7	: 20,0	: 38,5
Janv 1968	: 51,9	: 40,4	: 64,1	: 72,6	: 59,3	: 51,7	: 52,1	: 30,8	: 68,3	: 30,2	: 48,3
Aspirateur											
Déc. 1954	: 1,8	: 1,0	: 27,0	: 70,5	: 41,0	: 18,8	: 6,3	: -	: -	: 10,4	: 14,0
Avr. 1965	: 14,3	: 8,1	: 61,4	: 88,9	: 70,6	: 57,5	: 39,3	: 28,6	: 61,5	: 32,1	: 43,3
Janv 1968	: 19,7	: 18,5	: 68,5	: 91,7	: 80,4	: 58,5	: 47,6	: 40,9	: 76,8	: 37,6	: 49,8

2) Confort ménager par taille de ménage

	: 1 : : personne :	: 2 : : personnes :	: 3 : : personnes :	: 4 : : personnes :	: 5 : : personnes :	: 6 : : personnes et plus :	: Ensemble :
Nombre de ménages (en milliers) Janvier 1967	: 3.100	: 4.400	: 2.900	: 2.300	: 1.400	: 1.400	: 15.500
Taux d'équipement %							
Réfrigérateur	: 38,9	: 69,2	: 77,5	: 82,3	: 80,8	: 75,7	: 68,8
Machine à laver	: 12,6	: 39,0	: 54,4	: 67,6	: 75,1	: 76,7	: 48,3
Aspirateur	: 28,4	: 49,3	: 58,2	: 61,4	: 61,3	: 47,1	: 49,8



ENCADREMENT PRESCOLAIRE

- Inventaire des établissements relevant du Ministère de l'Education Nationale au 1/1/1964 -

	Nbre d'établissements	Nbre de places
Pouponnières	180	7.087
Maisons d'enfants à caractère sanitaire	407	25.115
Crèches	484	18.840
Garderies	647	28.710
Jardins d'enfants		
Haltes garderies	212	4240

- Evolution du nombre de places selon les types d'établissements.

	Pouponnières	crèches	garderies et jardins d'enf.	Haltes d'enf.
Situation au 1/1/1960	6.316	17.476	34.360	-
" au 1/1/1962	6.586	18.313	33.000	-
" au 1/1/1964	7.087	18.840	27.810	4.240

Fundação Cuidar o Futuro

36 d. - Ecoles Maternelles (répartition des effectifs)

	public	privé
France entière pour l'année 1964-1965	1.435.774	255.857



ECART MOYEN DES SALAIRES DES FEMMES PAR RAPPORT
A CEUX DES HOMMES

1er Janvier 1960	- 8,9
1er Avril "	- 9,2
1er Juillet "	- 9,1
1er Octobre "	- 9,5
1er Janvier 1961	- 9,5
1er Avril "	- 9,3
1er Juillet "	- 9,2
1er Octobre "	- 9,2
1er Janvier 1962	- 9,1
1er Avril "	- 9,4
1er Juillet "	- 9,5
1er Octobre "	- 9,9
1er Janvier 1963	- 9,6
1er Avril "	- 9,8
1er Juillet "	- 10,0
1er Octobre "	- 9,9
1er Janvier 1964	- 9,8
1er Avril "	- 10,0
1er Juillet "	- 10,0
1er Octobre "	- 10,1
1er Janvier 1965	- 10,1
1er Avril "	- 9,9
1er Juillet "	- 10,2
1er Octobre "	- 10,1



Fundação Cuidar o Futuro

../..

1er Janvier 1966	- 10,1
1er Avril "	- 10,1
1er Juillet "	- 10,2
1er Octobre "	- 10,1
1er Janvier 1967	- 9,8
1er Avril "	- 9,9
1er Juillet "	- 9,8
1er Octobre "	- 9,7

Ministère des Affaires Sociales

39 b. INDICES DES REVENUS EN FONCTION DU NIVEAU DE QUALIFICATION
cf. Tableau ci-joint

Fundação Cuidar o Futuro



INDICES PONDERES DES TAUX DES SALAIRES HORAIRES DEPUIS 1956

- Base 100 en 1956 -

DATES	HOMMES					FEMMES					EN-SEMBLE	
	Manœuvre ordinaire	Manœuvre spécialisée	Cariers spécialisés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers hautement qualifiés	Indice général	Manœuvre ordinaire	Manœuvre spécialisée	Ouvrière qualifiée	Ouvrière hautement qualifiée		Indice général
956-1 ^{er} jan.	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1 avr.	101,4	101,4	101,4	101,8	101,9	101,6	100,9	100,8	100,8	101,3	100,9	101,4
1 juil.	103,4	103,5	103,7	104,3	104,5	103,9	102,4	102,4	102,1	102,8	102,3	103,5
1 oct.	105,0	105,4	105,7	106,3	106,6	105,8	103,4	103,5	103,6	104,5	103,7	105,3
957-1 ^{er} jan.	106,3	106,7	107,3	107,9	108,4	107,4	104,2	104,7	105,2	106,8	105,1	106,8
1 avr.	107,8	108,5	109,1	110,0	110,6	109,3	105,3	105,8	106,3	107,8	106,2	108,5
1 juil.	110,1	111,3	112,2	113,1	113,8	112,2	106,8	108,0	109,3	110,0	108,6	111,4
1 oct.	113,9	114,5	115,1	116,2	116,9	115,4	110,7	111,4	112,3	113,9	112,0	114,6
958-1 ^{er} jan.	117,5	118,6	119,6	120,9	121,7	119,8	114,4	115,0	116,5	118,4	116,0	118,9
1 avr.	122,2	123,1	124,0	125,5	126,4	124,3	119,3	119,9	121,1	123,5	120,9	123,5
1 juil.	125,6	126,2	127,1	128,7	129,4	127,5	122,4	122,4	123,5	125,1	123,3	126,5
1 oct.	126,5	127,2	127,9	129,8	130,8	128,5	123,0	123,5	124,3	126,2	124,2	127,5
959-1 ^{er} jan.	127,4	128,3	129,2	131,1	132,3	129,7	123,6	123,9	125,0	127,3	124,9	128,6
1 avr.	130,6	131,0	131,6	133,3	134,2	132,2	127,3	127,2	127,4	129,3	127,7	131,1
1 juil.	132,2	132,8	133,8	135,3	136,3	134,2	128,5	128,7	130,0	131,4	129,7	133,1
1 oct.	133,0	133,7	134,6	136,6	137,6	135,2	129,3	129,6	130,8	133,4	130,7	134,1
960-1 ^{er} jan.	135,9	136,8	137,9	139,5	140,6	138,3	132,5	133,2	134,2	136,7	134,0	137,2
1 avr.	137,5	138,7	140,0	141,9	143,0	140,4	134,1	134,9	136,3	139,3	136,1	139,3
1 juil.	139,4	141,1	142,8	145,5	145,5	143,0	135,5	136,9	138,5	141,1	137,9	141,8
1 oct.	141,5	143,4	145,5	148,1	148,1	145,5	137,7	139,5	141,5	144,0	140,7	144,3
961-1 ^{er} jan.	144,1	146,0	148,0	151,1	151,1	148,2	140,1	142,0	144,1	146,7	143,3	147,0
1 avr.	145,9	148,3	150,8	153,9	153,9	150,9	141,4	143,3	147,1	150,1	145,7	149,6
1 juil.	148,5	151,5	154,3	157,3	157,3	154,1	143,9	146,8	150,8	154,3	149,1	152,9
1 oct.	150,6	154,1	156,7	159,3	160,0	156,7	145,0	148,6	152,8	152,6	150,9	155,3
962-1 ^{er} jan.	154,2	157,7	159,8	162,3	163,9	160,0	148,9	152,6	156,6	160,2	154,8	158,7
1 avr.	156,8	160,5	163,1	166,1	167,4	163,3	150,8	154,3	159,1	163,1	157,1	161,8
1 juil.	160,9	164,6	167,2	170,4	171,7	167,5	155,0	158,2	162,0	165,8	160,6	165,7
1 oct.	164,3	168,1	171,1	174,1	175,4	171,2	157,4	161,3	166,4	170,9	164,2	169,5



41^b et c = Répartition des demandes d'emploi non satisfaites à la fin du mois de Septembre 1957 selon la circonscription d'action régionale, le sexe et la qualification professionnelle du demandeur.

	ENSEMBLE des SEXES					FEMMES				
	Nombre de demandes	Qualification professionnelle				Nombre de demandes	Qualification professionnelle			
		manoeuvres ordin.	Personnel spéc.	Personnel qual.	Maîtrise cadres techn.		manoeuvres ordin.	Personnel spéc.	Personnel qualif.	Maîtrise cadres techniciens
Région parisienne	47 778	7 317	17 706	17 030	5 725	15 265	1 538	7 540	5 212	975
Champagne.....	3 138	721	1 595	739	83	1 648	148	1 117	379	4
Picardie.....	4 567	1 230	2 136	1 052	149	2 007	374	1 208	407	18
Haute-Normandie..	3 979	907	1 585	1 317	170	1 749	219	857	661	12
Centre	7 152	1 275	4 027	1 535	315	3 268	319	2 191	662	96
Nord	19 787	5 030	8 043	6 077	637	7 349	906	4 143	2 228	72
Lorraine	7 933	1 255	3 085	3 200	393	3 664	223	1 810	1 574	57
Alsace	2 916	580	918	1 239	179	1 143	68	475	590	10
Franche Comté	1 726	231	1 151	300	44	985	42	791	144	6
Basse Normandie ..	3 184	559	1 412	1 122	91	1 454	115	769	552	18
Pays de la Loire .	9 242	1 220	5 421	2 393	208	4 382	109	3 282	970	21
Bretagne	8 779	2 160	4 814	1 607	198	3 801	512	2 550	717	22
Idrousin	1 516	367	797	310	42	860	90	575	185	9
Auvergne	2 700	420	1 353	768	159	1 353	97	831	408	17
POITOU-CHARENTE...	4 488	1 155	2 186	1 046	101	2 211	371	1 377	449	14
Aquitaine	9 667	1 527	4 303	3 466	371	4 857	563	2 698	1 548	48
Midi Pyrénées	6 321	878	3 920	1 310	213	3 084	149	2 354	536	45
Bourgoigne.....	3 444	669	1 736	898	141	1 689	137	1 060	473	19
Rhône Alpes	13 569	3 033	5 758	3 849	929	6 233	974	3 364	1 798	97
Languedoc	7 734	1 362	4 580	1 536	256	3 210	333	2 332	497	43
Provence Côte d'Azur	23 774	3 195	11 266	7 982	1 330	6 679	680	4 171	1 702	126
Corse										
France entière	193 394	35 092	87 792	58 776	11 734	76 889	7 972	45 495	21 693	1 729.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES



44 a. ABSENTEISME A CARACTERE STRUCTUREL.

- Résultats d'ensemble (enquête de Mme ISAMBERT SANATI en 1959).

TOTAL	%	H.	%	F.	%
8.049	5,6	4.352	3,77	3.697	7,1

- Absence selon l'éloignement -

Durée du trajet		30'	30',1H	1 H	Ens.
F. %		6,04	6,94	7,84	7,10
H. %		3,48	3,99	3,76	3,77

- Absence selon l'âge -

	H. %	F. %
15 - 19	3,75	6,26
20 - 24	3,36	18,07
25 - 29	3,83	10,04
30 - 39	3,46	7,24
40 - 49	3,45	5,44
50 - 54	3,99	4,95
55 - 59	3,90	4,59
60 - 64	3,72	3,54
65 et +	2,49	2,20
Ens.	3,77	7,10

- Absence selon l'état matrimonial -

	Célibataires	mariées	veuves	divorcées	Ens.
F. %	5,09	8,79	5,91	6,64	7,10

- Absence selon le nombre d'enfants

	0 enfant	1 et 2 enfants	1 enfant	2 enfants
F. %	5,31	13,5	12,78	17,1
déduits les % congés de maternité	5,31	7,7	7,84	7,18



- Absence selon la durée du travail -

	H. %	F. %
40 H	3,28	5,75
42 H	6,17	8,03
45 H	4,05	8,34
48 H	3,73	9,02
Ens.	3,77	7,10

- Absence selon l'ancienneté -

	H. %	F. %
1 - 4	3,42	7,09
5 - 9	4,75	8,19
10 - 14	4,00	8,22
15 - 19	3,70	6,30
20 - 29	3,06	6,55
30	2,75	4,47
Ens.	3,77	7,10



- Absence selon la catégorie socio-professionnelle -

	H. %	F. %
maîtrise	2,47	3,72
employés	3,98	5,74
techniciens	2,86	4,25
O P3	3,43	4,37
O P1	4,23	6,39
OS (1 et 2)	6,04	8,99
OM	4,65	10,01
Ens.	3,77	7,10

46 - FONCTIONS ELECTIVES

- Répartition des femmes députés -

Années	Total des députés	Femmes députés	%
1946	618	39	5,4
1951	627	23	3,6
1956	596	19	3,1
1958	542	9	1,6
1962	482	8	1,6



- Répartition des femmes-sénateurs -

Années	Total des sénateurs	Femmes sénateurs	%
1946	319	21	3,6
1951	319	9	2,8
1958	315	6	1,9
1959	307	5	1
1962	274	5	1,8

- Représentation des femmes dans les collectivités locales -

	1952		1960		1964	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Conseils généraux	17	0,5	17	0,5	15	1
Conseils municipaux	14.899	3	11.276	2,4	11.045	2,3
Mairies	250	0,7	381	1	421	1,1

Travail des femmes



	Proportion d'avis favorables
Il vaut mieux qu'une femme	
. se consacre à son foyer	71 %
. travaille à l'extérieur	10 %
. cela dépend	18 %
. partisans de l'égalité des salaires	84 %

- CNRS - 1962

Différence de position

- pour le travail des femmes célibataires	97,5 %
- pour le travail des femmes mariées sans enfant	74,7 %
- contre le travail des jeunes femmes avec enfant	87,5 %
- contre le travail des femmes ayant des enfants d'âge/scolaire	68 %

- CNRS - 1962

Fundação Cuidar o Futuro

Exercice de certains métiers

	avis favorables
- chauffeurs de taxi	69,4 %
- ingénieur	62,5 %
- ambassadeur	59,2 %
- industriel	46 %
- Ministre	45,8 %
- électricien	38,3 %
- pilote	27,8 %
- ajusteur	26,9 %

- Reproches que l'on fait à la femme qui travaille -

	cité par
- sont trop souvent absentes	47,5 %
- prennent la place des hommes	41,9 %
- ont un caractère inégal	35,8 %
- sont des causes de disputes	35,2 %
- n'ont pas le sens de la mécanique	16,9 %
- sont incapables de travailler en équipe	14,4 %

- La position des femmes -

	En général		Femme mariée sans enfant	
	pour	contre	pour	contre
Hommes	26,7%	56,1	66,1	24,5
Femmes	56,7	26,7	83,8	13,3



- C.N.R.S. 1965 -

Raisons pour lesquelles la femme travaille

Raisons financières -		
• seule à pourvoir à l'entretien des enfants		35,1 %
• indispensable de compléter le revenu du mari		36,8
• pour avoir une aisance supplémentaire		20,6
	TOTAL ..	92,5
• désir de ne pas perdre le bénéfice de la retraite		22,5
Raisons de préférence personnelle -		
• travail extérieur plutôt que travail ménager		6,4
• ennui à la maison		3,3
	TOTAL ..	9,7
Raisons intellectuelles et d'indépendance		
• pour ne pas gaspiller les connaissances acquises		8,6
• parce que c'est humiliant de toujours demander de l'argent au mari		3,5
• par soucis d'indépendance intellectuelle		9,4
	TOTAL ..	21,5
Autres raisons		8,4

BIBLIOGRAPHIE



Ouvrages généraux

- La condition de la Française d'aujourd'hui (2 volumes) 1964
Andrée Michel et Geneviève Toxier (Gauthier-Collection Femme)
- Simone de Beauvoir - Le deuxième sexe (2 vol.) Gallimard 1949
- Betty Friedan - The féminine mystique - New-York - Norton 1963
- Mérie Grégoire - Le métier de femme - Paris Plon 1965

Ouvrages plus spécifiques

- Françoise Guélaud Léridon
 - Le travail des femmes en France - PUF 1964
 - L'emploi féminin en France - INED. Cahiers 42 - 1964
 - Recherches sur la condition féminine dans la société d'aujourd'hui - INED n° 48 - 1967
- Madame Cossé
 - Le travail des femmes en France
Notes et études documentaires - 12 Nov. 1966
 - Le travail des femmes dans les pays industrialisés
d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord
Notes et études documentaires 15 Juillet 1967
- Groupe d'ethnologie sociale (M.J. Chambart de Lauwe)
La femme dans la société - Son image dans les différents milieux sociaux (C.N.R.S. 1963)
- Alain Girard - Le budget temps de la femme mariée dans les agglomérations urbaines. "Population" Oct. Déc. 1958
- Pierrette Sartin
Le travail à temps partiel
Revue administrative - Juillet Août 1964
- Les conditions de vie des familles
informations sociales n° 3 Mars 1966
- Claude Roux
Population active féminine et travail professionnel de la femme mariée en France depuis la 1ère guerre mondiale
Cahiers de l'ISEA - Sept. 1966

../..

- STATISTIQUES -

- Mr. WADERIE
 - l'emploi féminin en 1962 et son évolution depuis 1954
Etudes et Conjoncture Décembre 1964
 - la mobilité professionnelle en France entre 1959 et 1964
Etudes et Conjoncture Octobre 1966
 - Une enquête sur la formation et la qualification des français
(1964) Etudes et Conjoncture Février 1967
- Bulletin de Statistiques sociales (Ministère des Affaires Sociales)
- Statistiques - Bulletin trimestriel - Santé Publique et Population
- Bulletin mensuel de statistiques } I.N.S.E.E.
- Etudes statistiques }
- Tableaux de l'Education Nationale
- Notes statistiques - Sécurité Sociale - Ministère des Affaires
Sociales
- UNESCO - Accès des jeunes filles à l'enseignement du Second degré
UNESCO/EDF/2 WS/0166.97.EDS
- INED - Cahiers 42.48



Fundação Cuidar o Futuro

SOURCES STATISTIQUES



I.N.S.E.E.

(données des recensements)

- Taux d'activité
 - par âge.
(pour les problèmes de la reprise d'activité cf Claude Roux - Cahiers ISEA Sept. 1966
 - état matrimonial
 - nombre d'enfants etc.. (INED cahiers n° 42-48
- Taux de féminisation des actifs
 - secteurs
 - catégories d'activité économiques
 - métiers...
- Qualification professionnelle } Etudes et C. Février 1967
- Mobilité professionnelle }
- Migrations } Etudes et Conj. Oct. 1966
- Equipement des ménages } Enquêtes semestrielles de l'INSEE
- CLINSOP

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

- Durée du travail
- Salaires
- Chômage
- Sécurité Sociale
- Santé
- Maladies mentales
- licenciements collectifs
- Formation professionnelle - F.P.A. (voir M. PATIN) (INED cahier 48)
(Etudes et C. Févr. 67)
- Orientation professionnelle
- Equipements sociaux collectifs
- Absentéisme (R.F.T. Janvier 1959)

../. ..

AUTRES SOURCES

- . Données démographiques
 - . natalité, fécondité etc.. INED cahiers n° 42-48 Mme GUEAUD-LERIDON
- . Scolarisation - apprentissage
 - Tableaux de l'Education Nationale
 - INSEE (Etudes et Conj. Déc. 1964 et Février 1967)
 - UNESCO (Accès des jeunes filles à l'enseignement du second degré - UNESCO/EDF/2 - WS - 0166.97.EDS)
- . Budgets temps - durée des activités ménagères ("population" n° 4 1958)
- . Journée continue }
durée du trajet } CNAT - CATRAL - IAURP
- . Enquêtes psychosociologiques
 - . IFOP (cf Notes et études documentaires 12 Nov. 1966
Mme COSSE)
 - . CNRS (Groupe d'ethnologie sociale. "La femme dans la
Société" MJ et PH
Chombart de Lauwe)
 - . CREDOC - INED -
- . Immigration. ONI

Fundação Cuidar o Futuro

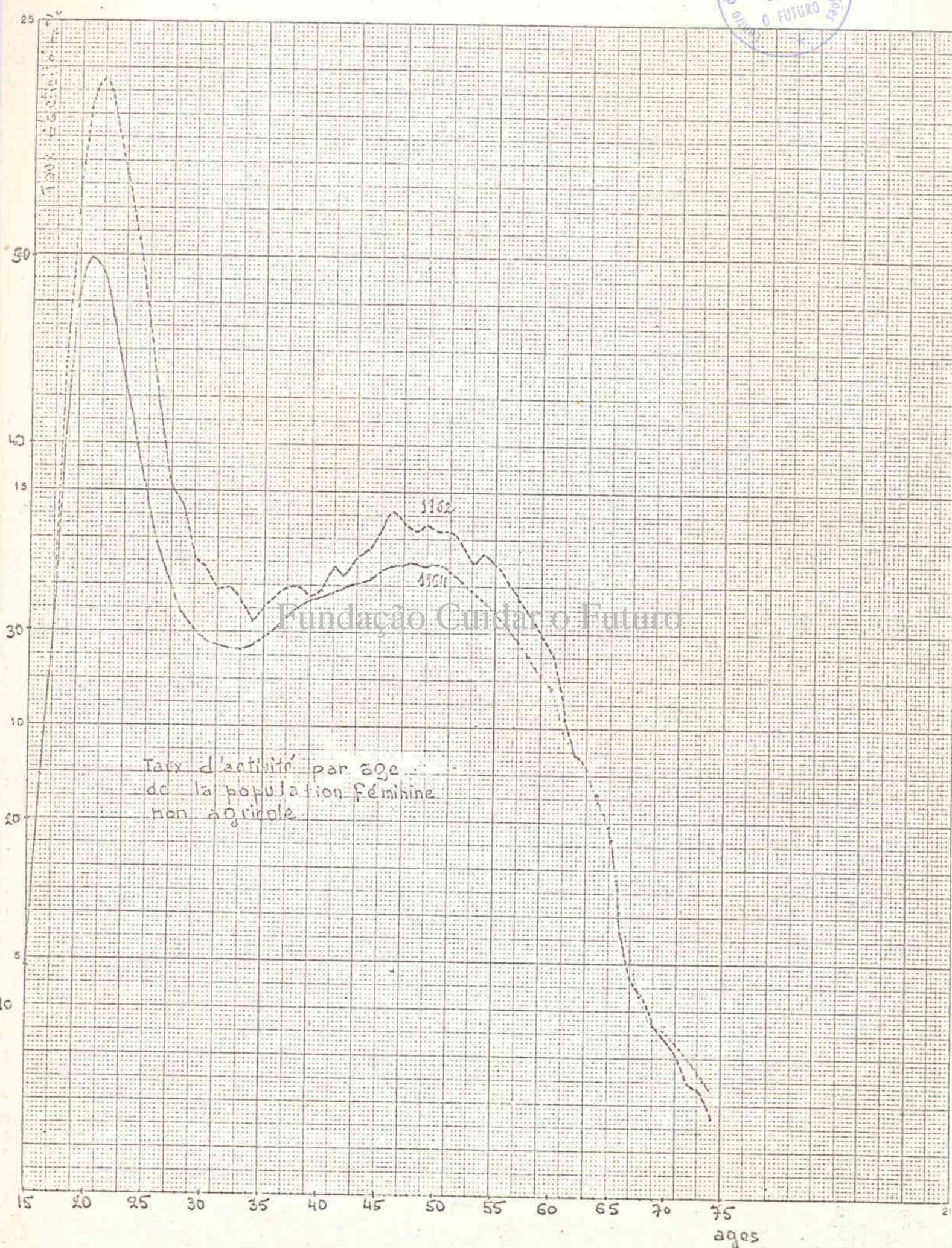




II^{ème} P A R T I E : Indicateur social sur le thème :

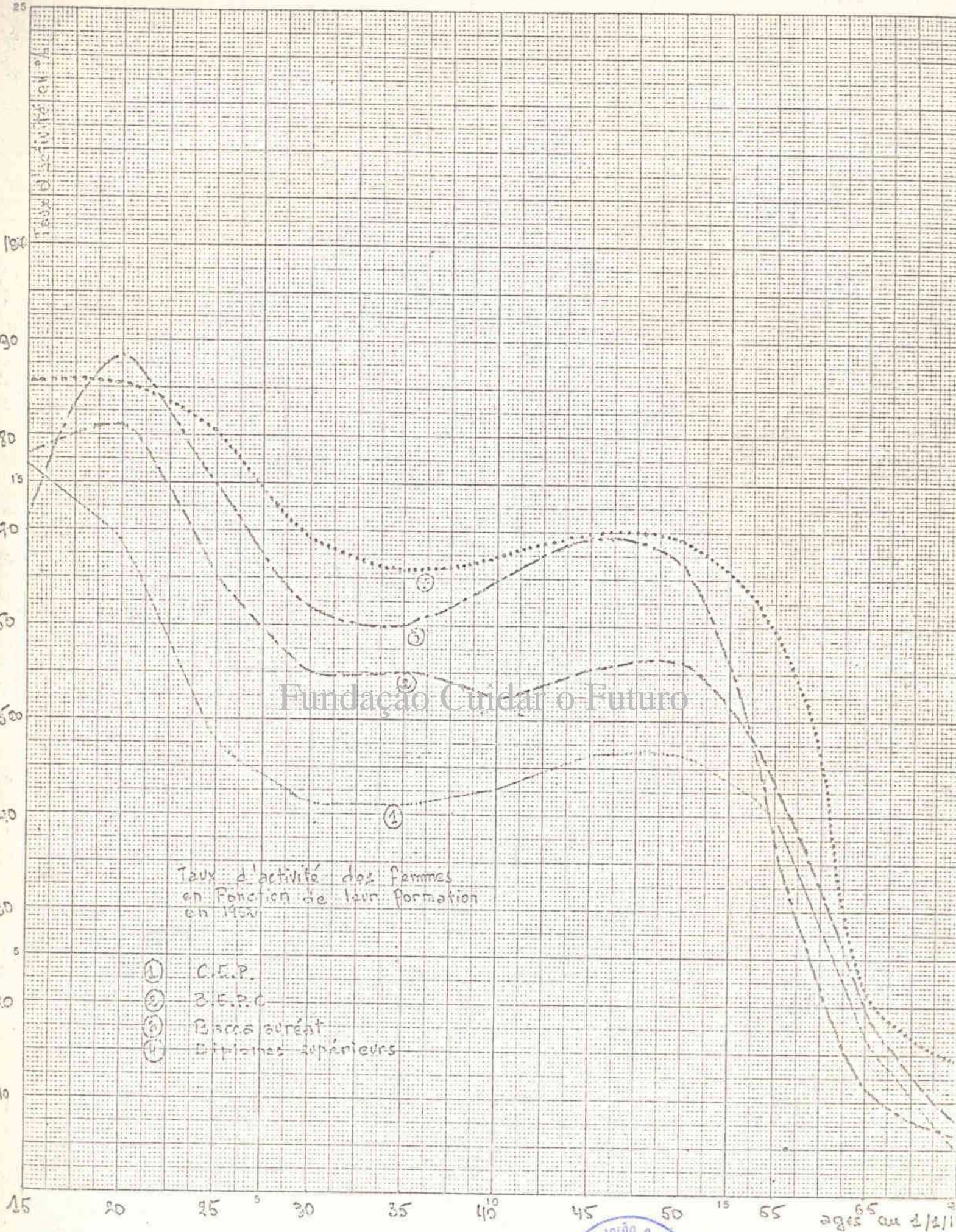
Place de la Femme dans la Société : Participation féminine
à la vie économique et sociale

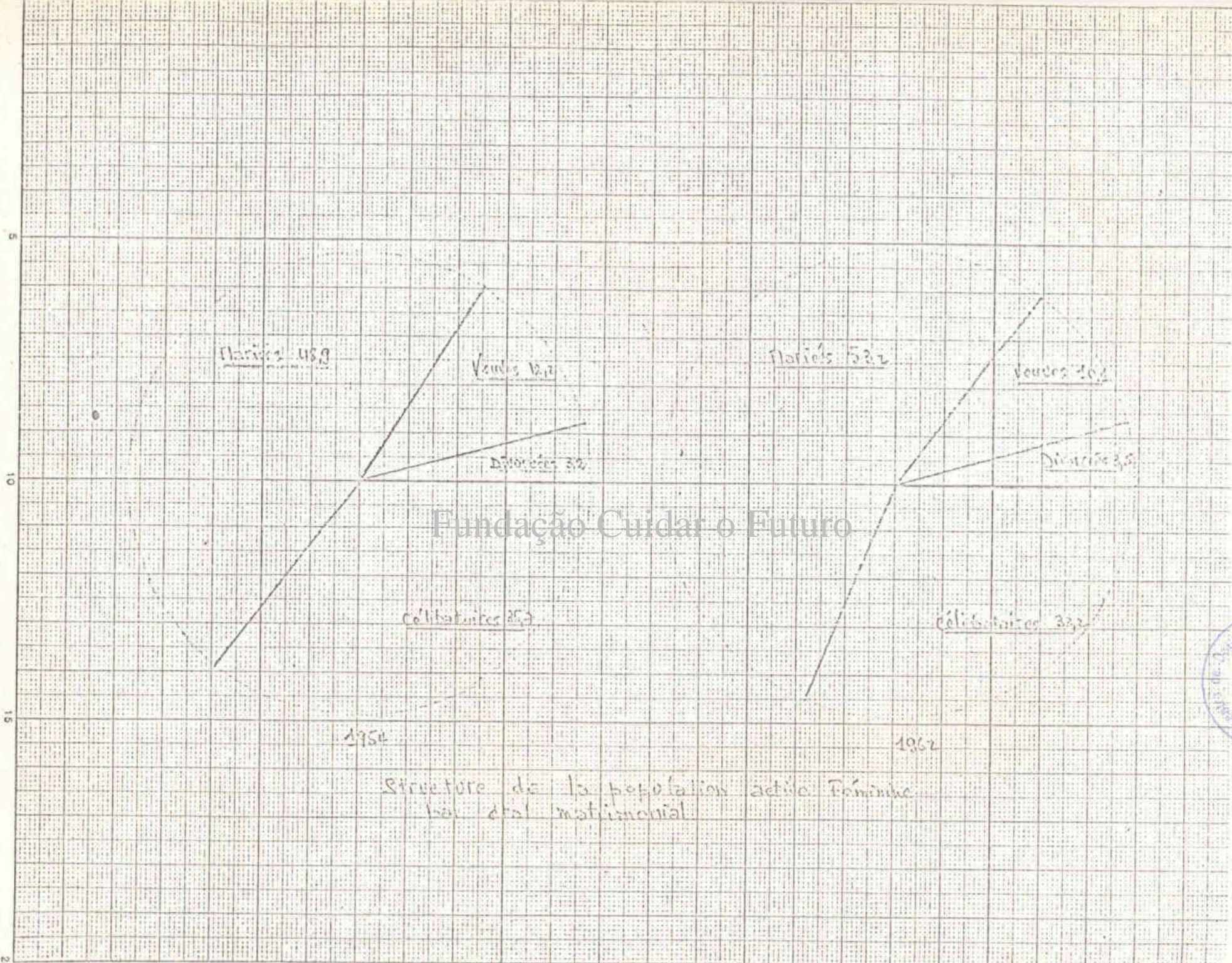
Fundação Cuidar o Futuro



Taxe d'activité par âge
de la population féminine
non agricole

Fundação Cuidar o Futuro





Fundação Cuidar o Futuro

1954

1962

Structure de la population active Féminine
par état matrimonial



250

200

150

indice général des salaires moyens
 (base 100 au 1^{er} janvier 1956)

— hommes
 - - - - - femmes

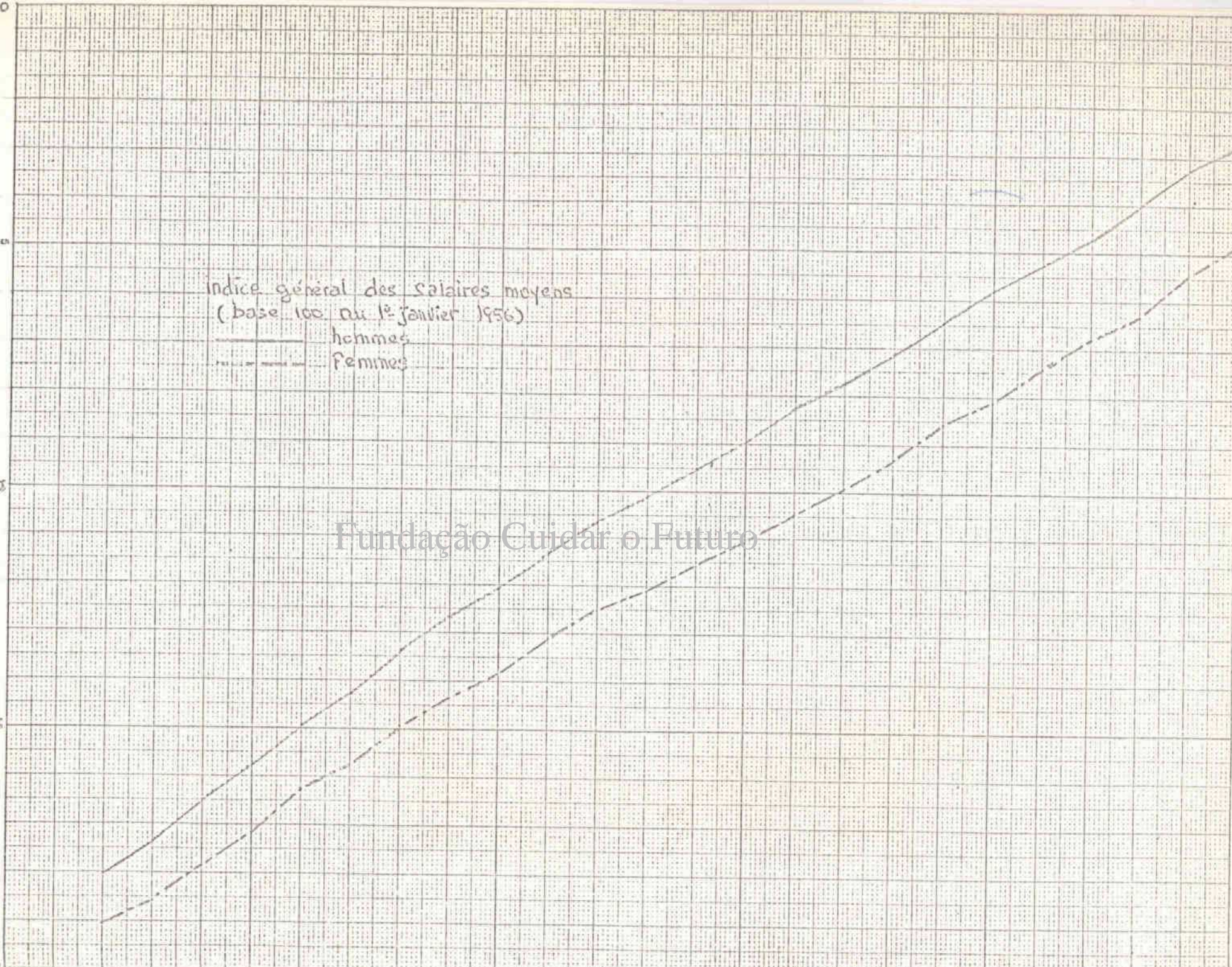
Fundação Cuidar o Futuro



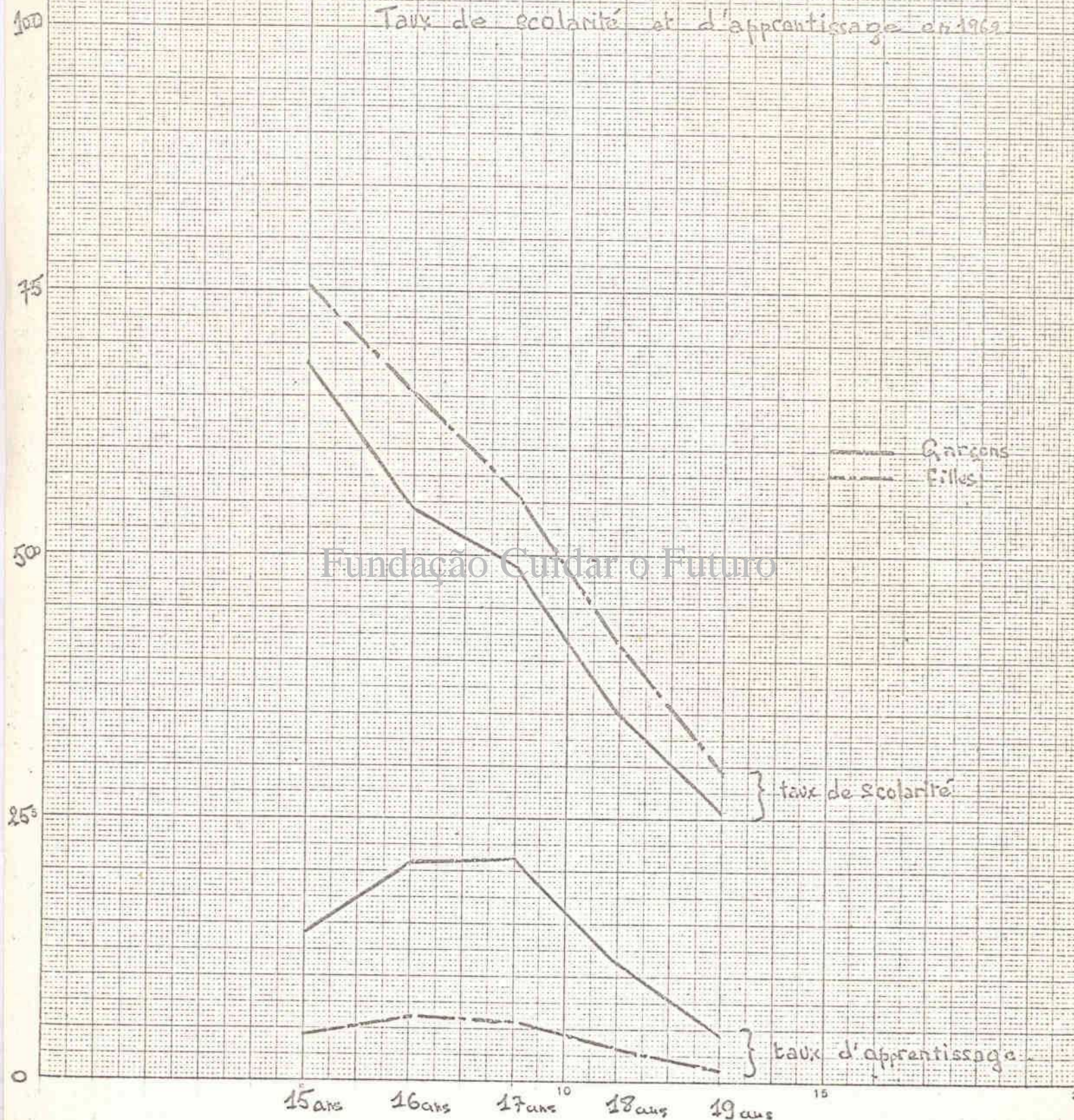
LES PAPIERS CANSON - FRANCE

1963 J A J O J A J O J A J O J A J O J A J O

1964 1965 1966 1967



Taux de scolarité et d'apprentissage en 1969



Fundação Cuidar o Futuro

